IDÉES

Des enfants? Pas maintenant.

Page B 5

SCIENCES

Tribulations et succès d'un scientifique roumain

Page B 6

LE DEVOIR

CAHIER B

PERSPECTIVES

2003 EN REVUE

Si 2002 a été l'année de toutes les tentations, 2003 aura été celle de leur réalisation. Guerre en Irak, passation des pouvoirs à Ottawa, changement de gouvernement à Québec: les événements marquants se sont bousculés au cours de l'année. Nous vous présentons donc aujourd'hui un bilan de ces 12 mois intenses en commençant par l'actualité québécoise, qui nous a valu un automne chaud.

Jules Richer, directeur de l'information

Le Québec à l'heure de la «réingénierie»

À changement de régime, changement de façons de faire. L'année 2003 est celle de la «réingénierie» libérale, de la révision du modèle québécois et de celle du rôle de l'État. Le Québec est entré dans une nouvelle ère, une nécessité pour les uns, une inacceptable transformation pour les autres. Et 2004 se présente sur fond de conflits.

Le changement de régime a entraîné avec lui la révision du modèle québécois, la transformation du rôle de l'État et la remise en question des relations entre le gouvernement et les centrales syndicales

TOMMY CHOUINARD
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

L'année 2003 a été marquée de changements tous azimuts sur la scène politique québécoise. Le changement de régime a entraîné la révision du modèle québécois, la transformation du rôle de l'État et la remise en question des relations entre le gouvernement et les centrales syndicales, autrefois les partenaires privilégiés de l'État. Le Québec est entré dans une nouvelle ère.

Dès le début de l'année, le Québec a été balayé par un vent de changement, qui avait pris naissance à l'été 2002. Celui-ci est venu de la droite, de l'Action démocratique du Québec. Le parti de Mario Dumont a donné le ton au débat sur le rôle de l'État avec des propositions pour le moins audacieuses et controversées: taux d'imposition unique, recours au secteur privé en santé, bons d'études et de garde, recours à la sous-traitance, etc.

Les centrales syndicales ont bien senti le vent de droite et ont tiré des salves de critiques contre l'ADQ. Aujourd'hui, avec le gouvernement Charest au pouvoir, force est de constater qu'elles se sont trompées de cible puisque l'ADQ a chuté dans les sondages. Les reculs successifs du parti et l'inexpérience de son équipe lui ont coûté cher.

Le vent de changement, lui, ne s'est pas apaisé pour autant. Les élections en ont témoigné. Après avoir déposé un budget préélectoral, le Parti québécois a déclenché des élections générales le 12 mars. Une chaude lutte à trois a alors été lancée.

La première moitié de la campagne électorale a cependant été occultée par le déclenchement de la guerre en Irak. La promesse des défusions municipales a miné la campagne électorale du Parti libéral; celle du Parti québécois a été ternie par les aspects les moins reluisants de sa période au pouvoir; les explications ambiguës des engagements électoraux de l'Action démocratique du Québec ont nui à cette jeune formation. Plus les jours ont passé, plus le duel a opposé Jean Charest et Bernard Landry.

Il a fallu attendre le débat des chefs du 31 mars pour que la campagne prenne un véritable virage. Le chef libéral Jean Charest s'est démarqué en déclarant vouloir la réussite des nouvelles villes et en sortant de son chapeau une déclaration de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau qui, selon lui, reprenait les déclarations qu'il avait tenues au référendum de 1995 sur l'argent et le vote ethnique. Il n'en fallait pas plus pour déstabiliser Bernard Landry, qui a dû se dépêtrer avec les déclarations de Jacques Parizeau pendant tout le reste de la campagne. À cela se sont ajoutées ses difficultés à expliquer ses engagements en matière de conciliation famille-travail. Mario Dumont a fait une prestation modeste à ce débat des chefs, ce qui a été insuffisant pour qu'il se démarque.

Changement de régime

Après neuf ans de règne péquiste, le Parti libéral a pris le pouvoir le 14 avril. Le PLQ a récolté 46 % des voix et fait élire 76 députés. 33 % des voix sont allées au PQ. Quarante-cinq candidats péquistes ont été élus, mais d'anciens ministres du gouvernement Landry, dont Linda Goupil et Serge Ménard, ont subi la défaite. Malgré l'échec électoral de son parti, Bernard Landry a coupé court à une course au leadership entre Pauline Marois et François Legault. Le chef péquiste a décidé de mener ses troupes jusqu'à la prochaine échéance électorale en lançant une *«saison des idées»*.

Si l'ADQ a obtenu 18,2 % des suffrages, elle n'a fait élire que quatre députés. Le parti est passé à un cheveu de se faire reconnaître comme groupe parlementaire. Toute l'année, le chef Mario Dumont a en vain tenté d'obtenir plus de temps de parole à l'Assemblée nationale ainsi qu'un statut officiel qui permet à un parti de jouir de privilèges non négligeables. Depuis, l'ADQ tente un recentrage, se remet en question et se porte essentiellement à la défense de la classe moyenne.

Le faible taux de participation des électeurs est notable: 70 % se sont rendus aux urnes le 14 avril, une diminution de 8 % par rapport aux élections de 1998. Il faut remonter à 1927 pour observer un taux aussi faible. Le scrutin a renforcé la nécessité d'une réforme des institutions démocratiques afin de rétablir la confiance des électeurs. Les états généraux tenus en février sur cette question ont démontré la volonté des Québécois d'adopter un nouveau mode de scrutin. Toutefois, ce changement ne sera pas apporté de sitôt.

En effet, Jean Charest avait des projets beaucoup plus urgents. Le 29 avril, le nouveau premier ministre a présenté son conseil des ministres. Le tout premier changement qu'il a apporté est une modification *«de ton et de style»*, pour reprendre son expression. Ainsi, son saint des saints compte 25 membres, ce qui contraste avec les 36 membres du conseil des ministres du gouvernement Landry. La santé, principale priorité des libéraux, a été confiée à une personnalité bien au fait de ce secteur: Philippe Couillard, ancien directeur du département de chirurgie du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke. Il s'est nettement démarqué de ses collègues, qui éprouvent le plus souvent des problèmes de communication. Le pourfendeur du déséquilibre fiscal, Yves Séguin, a été nommé aux Finances. L'expérimenté Pierre Paradis, qui ne cadrait pas avec le changement voulu par le chef, a été exclu du conseil des ministres. Il est rentré dans ses terres pour réfléchir sur son avenir politique avant de rentrer au bercail quelques mois plus tard.

Dès leur arrivée au pouvoir, les libéraux ont procédé à la nomination de personnalités d'allégeance libérale pour s'assurer la parfaite maîtrise de l'appareil étatique: l'ancien ministre André Bourbeau à Hydro-Québec, l'ancienne députée France Dionne à la délégation du Québec à Boston, l'ancien candidat Alain Cousineau à Loto-Québec, l'organisateur Raymond Boucher à la SAQ, l'ex-directeur général du PLQ, Joël Gauthier, à l'Agence métropolitaine de transport. Et c'est sans compter les mouvements de personnel au sein des ministères, dont celui de la Justice, où les changements opérés par le ministre Marc Bellemare ont fait jaser.

Le premier ministre se donne cinq ans pour changer «le modèle de fonctionnement» du Québec

Une des toutes premières actions du gouvernement a été de nommer l'ancien vérificateur général du Québec, Guy Breton, pour passer au peigne fin les livres de l'État. Les conclusions de son rapport sont devenues célèbres: une *«impasse budgétaire»* de 4,3 milliards de dollars. L'état des finances publiques a monopolisé les débats. Depuis, le gouvernement critique le bilan du PQ alors que celui-ci, qui s'adapte tant bien que mal à son rôle d'opposition, passe plus de temps à défendre sa gestion qu'à attaquer le gouvernement.

La «réingénierie» de l'État

Cette impasse a également servi de justification à la «réingénierie» de l'État, une opération lancée par Jean Charest le 4 juin, lors de son discours inaugural. Le premier ministre se donne cinq ans pour changer *«le modèle de fonctionnement»* du Québec issu de la Révolution tranquille pour désormais accorder la primauté aux libertés individuelles et à l'entrepreneurship. *«Nous sommes arrivés au bout d'un modèle de fonctionnement»*, a-t-il dit. Jean Charest veut en finir avec l'interventionnisme *«à tout crin»* comme stratégie de développement économique. Le premier ministre a aussi annoncé la révision des structures de l'État.

Cette «réingénierie» — l'expression a plus tard été remplacée par «modernisation de l'État» afin de retirer toute connotation négative rattachée à l'expression anglaise *reengineering* — relève de la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget. Elle a demandé à tous les ministères de procéder à une révision des programmes et de suggérer des façons de recourir au secteur privé.

Le gouvernement entend ainsi multiplier la conclusion de partenariats publics-privés, ce qui, une fois encore, provoque un changement du rôle de l'État. Le gouvernement a d'ailleurs fait appel aux firmes privées pour le conseiller dans sa «réingénierie». Bref, après des années de débats sur la révision du modèle québécois, le Parti libéral passe à l'action, mais non sans peine. Le gouvernement éprouve de grandes difficultés à susciter l'adhésion et à expliquer son projet, ce qui provoque l'inquiétude et la formation d'un réseau de vigilance formé de groupes sociaux.

Le premier budget du gouvernement, déposé en juin, a imposé d'importantes compressions à tous les ministères, sauf à la santé et à l'éducation. L'enveloppe budgétaire du ministère du Développement économique et régional a été amputée de plus de 20 % alors que le Parti libéral se targuait d'être le parti des régions lors de la campagne électorale. Les crédits d'impôt aux entreprises et les mesures d'aide aux régions ont subi une cure d'amaigrissement.

La situation des finances publiques est telle que l'engagement de réduire les impôts de tous les contribuables de un milliard de dollars l'année prochaine a du plomb dans l'aile: seules les familles devraient en bénéficier.

En fait, l'état des finances publiques devient le principal argument du gouvernement Charest pour justifier ses actions, aussi impopulaires soient-elles. Même s'il contrevient à son engagement électoral de maintenir les services de garde à 5 $ par jour, le gouvernement Charest a décrété la hausse des frais de garde quotidiens à 7 $. Comme cette décision a été rendue après de courtes consultations privées et non à la suite d'audiences en commission parlementaire, parents et centres de la petite enfance ont manifesté leur colère. Le dialogue est à ce point rompu que les CPE ont tenu une journée de grève en décembre et annoncé d'autres manifestations en 2004.

Changement de philosophie et de ton

Le dossier des services de garde n'est pas le seul exemple où la concertation, propre au modèle québécois, n'est plus jugée fondamentale. Les conférences régionales des élus, structures qui remplacent les conseils régionaux de développement, ne comportent aucune garantie sur la présence des acteurs socioéconomiques alors que ceux-ci ont toujours siégé au sein des structures régionales.

Un changement de philosophie s'est également manifesté à l'aide sociale, ce qui a provoqué la remise en question des valeurs libérales. Pour sortir 25 500 ménages de l'aide sociale, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchard, a proposé de référer dans les 24 heures à Emploi-Québec les demandeurs d'assistance-emploi. Ceux qui refusent de suivre une formation ou d'accepter un emploi offert par Emploi-Québec subissent des pénalités allant de 75 à 300 $ par mois. Le gouvernement a dû reconnaître son échec: seulement 4500 ménages ont quitté l'aide sociale. Le plan de lutte contre la pauvreté, révélé par *Le Devoir*, a provoqué la colère des groupes sociaux, notamment en raison de l'abolition d'allocations spéciales. Près de 300 millions de dollars ont dû être injectés au ministère pour couvrir la hausse des coûts à l'aide sociale, réduire les compressions exigées par le Conseil du trésor — qui ont été fort impopulaires — et permettre l'indexation des prestations. Le plan d'action visant à lutter contre la pauvreté est toujours attendu, un an après l'adoption de la loi 112. Il faut dire que tant les péquistes que les libéraux ont retardé son dépôt au cours de l'année 2003.

Le ministre des Affaires municipales, Jean-Marc Fournier, a quant à lui dû composer avec l'épineux dossier des défusions municipales. Il a proposé deux projets de loi, dont l'un définit les règles du jeu pour la tenue des référendums. Les défusionnistes, qui

VOIR PAGE B 3: QUÉBEC

2003 EN REVUE

L'électrochoc Paul Martin

Pour contrer le rouleau compresseur libéral, le Bloc est entré en campagne, le NPD s'est donné un leader plus charismatique et la droite s'est unifiée

MANON CORNELLIER
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

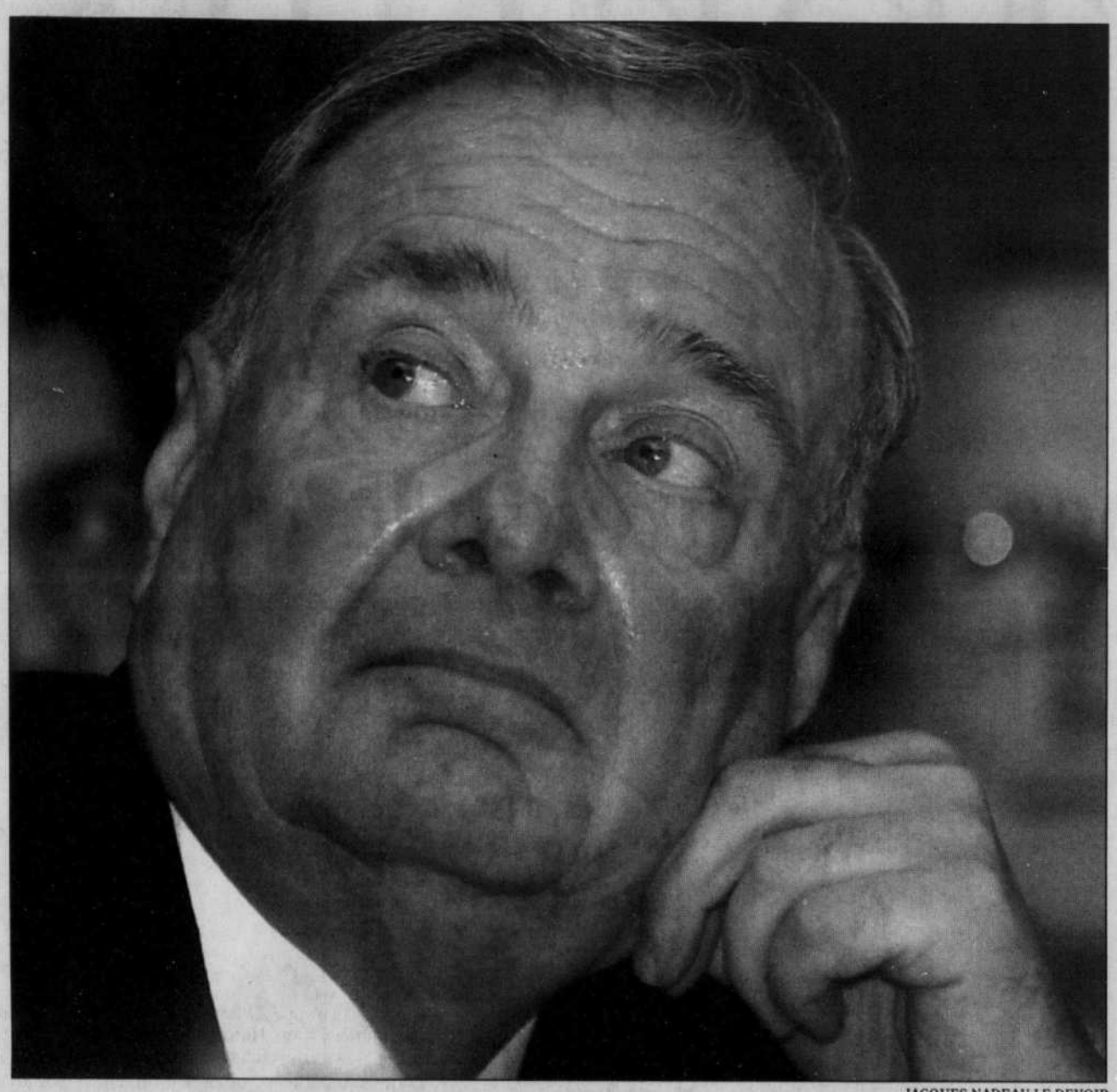
Il y a moins d'un an, trois partis fédéraux — le Nouveau Parti démocratique, le Parti libéral et le Parti progressiste-conservateur — se cherchaient un nouveau chef. Douze mois plus tard, le NPD de Jack Layton attire davantage l'attention. Le Parti libéral et le pays sont dirigés par un nouvel homme fort, Paul Martin, qui est déterminé à se démarquer de l'ère Chrétien. Quant au PPC, il s'est trouvé un chef, Peter MacKay, mais a perdu son identité propre dans un mariage inattendu avec l'Alliance canadienne. 2003 aura été finalement une année charnière pour l'évolution de l'échiquier politique fédéral.

On en attendait pas tant en janvier dernier. La course au leadership libéral n'offrait aucune surprise. En fait, la seule inconnue demeurait l'ampleur de la victoire de Paul Martin. Il est devenu chef en écrasant ses adversaires. Allan Rock s'est désisté avant même le début de la course. John Manley a lâché prise avant la fin. Seule Sheila Copps s'est rendue jusqu'au bout, mais à quel prix! Au moment du choix des délégués, elle n'a fait élire que 367 délégués comparativement à 4147 pour Paul Martin. Au congrès de novembre, la défaite était encore plus définitive, au point où le parti n'a donné que le résultat de Paul Martin: 93,8 % des voix. Sur le front financier, l'écart est monstrueux. Paul Martin a récolté 11,9 millions, soit 11 millions de plus que Sheila Copps.

Les autres partis ont eu de la difficulté à voler la vedette aux libéraux, mais ils ont quand même réussi à rester sur les écrans radar. En élisant Jack Layton fin janvier, les néo-démocrates se sont donné un chef capable de rester dans la mire des caméras. Le Bloc québécois a encaissé de durs coups avec le départ de cinq députés, dont un, Robert Lanctôt, est passé aux libéraux de Paul Martin.

La campagne au leadership du PPC, elle, a failli passer inaperçue à cause de la guerre en Irak, mais elle s'est terminée avec le congrès au leadership le plus excitant de l'année. Quatre tours de scrutin, des résultats inattendus et, surtout, une conclusion dramatique avec la victoire de Peter MacKay, obtenue au moyen d'une entente avec le candidat défait David Orchard. Selon cet accord écrit, M. MacKay s'engageait à ne pas fusionner avec l'Alliance. Du coup, tout le monde a cru que l'impasse était complète et que le PPC et l'Alliance canadienne solliciteraient l'électorat chacun de son côté.

En septembre, la bombe! On apprend que les chefs des deux partis ont convenu en juin de lancer des négociations pour rapprocher leur formation. À la mi-octobre, malgré la résistance de quelques députés conservateurs, le pacte est scellé et soumis aux membres qui l'entérinent au début de décembre. Le nouveau Parti conservateur naît le lendemain et une course au leadership — encore! — est annoncée. Le chef sera choisi en mars.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Considéré comme un libéral conservateur, Paul Martin s'est fait un devoir toute l'année de projeter l'image d'un homme préoccupé par les questions sociales. Le but: maintenir les pieds du Parti libéral dans les plates-bandes de la gauche comme dans celles de la droite.

Le plus important cependant est qu'un seul parti de la droite affrontera les libéraux. Ceux-ci ne pourront plus profiter de la division du vote pour faire élire bon nombre de députés ontariens. L'accouchement de la nouvelle formation ne s'est toutefois pas fait sans mal, avec la défection du prometteur député conservateur Scott Brison qui a rejoint les libéraux. Paul Martin était ravi, au point d'en faire un de ses trois secrétaires parlementaires.

Changement de discours

Le changement d'acteurs a aussi amené un changement de discours sur la scène fédérale. Considéré comme un libéral conservateur, Paul Martin s'est fait un devoir toute l'année de projeter l'image d'un homme préoccupé par les questions sociales. Le but: maintenir les pieds du Parti libéral dans les plates-bandes de la gauche comme dans celles de la droite.

L'opération n'est pas si simple. Le recrutement de M. Brison a renforcé l'impression d'un Parti libéral plus conservateur. De plus, le chef néo-démocrate Jack Layton et le Bloc québécois n'ont pas manqué une occasion de dépeindre Paul Martin comme l'homme des grandes entreprises. Le fait qu'il ait reçu des dons de 100 000 $ de plusieurs compagnies, que tout le gratin torontois ait déboursé 2,7 millions pour l'entendre lors d'un souper-bénéfice en décembre et qu'il ait reconnu avoir voyagé à quelques reprises à bord de jets privés de ses amis leur a fourni des munitions.

Paul Martin se défend d'être au service des plus riches, mais le doute s'est installé, comme l'ont montré les entrevues de fin d'année que le premier ministre a accordées. Les journalistes de presque tous les réseaux lui ont demandé comment il répondait à l'accusation du Bloc et de M. Layton.

Ironiquement, c'est la force même de Paul Martin qui a agi comme un électrochoc sur les partis d'opposition. Le Bloc est déjà en campagne. Le NPD s'est donné un leader plus charismatique et bilingue. La droite, qui était menacée en restant divisée d'être écrasée sous le rouleau-compresseur de Paul Martin, a finalement reconnu qu'elle ne pouvait échapper à une union.

Les libéraux dominent toujours dans les sondages et rien, à la veille de la nouvelle année, n'annonce une érosion de leurs appuis. Mais il reste encore plusieurs mois avant les élections et d'ici là, le nouveau chef libéral devra passer plusieurs tests, dont ceux du discours du Trône, du budget, des travaux parlementaires et, le plus périlleux, celui de la campagne électorale.

La fin d'une époque

Les changements survenus à la tête des partis politiques pourraient aussi donner lieu à des surprises lors des élections attendues au printemps. De tous les chefs qui se sont affrontés en 2000, seul le bloquiste Gilles Duceppe est encore en poste et assuré de l'être encore au moment du scrutin. Le chef allianciste Stephen Harper espère bien prendre la direction du nouveau Parti conservateur, mais il n'est pas assuré de l'emporter si Bernard Lord se lance dans la course.

L'année qui s'achève marque donc la fin d'une époque avec le départ de vieux routiers comme Joe Clark mais en particulier Jean Chrétien. Premier ministre pendant dix ans, ce dernier aura terminé son règne par une série de mesures progressistes (voir texte ci-contre) et sa décision populaire de ne pas participer à la guerre en Irak. Il sera finalement parti plus tôt que prévu, lui qui disait vouloir rester jusqu'en février 2004. Il aura du même coup offert à Paul Martin un cadeau de Noël inattendu: le titre de premier ministre qu'il convoitait depuis 13 ans.

Et comme annoncé, il a amorcé son mandat, le 12 décembre dernier, en tentant d'incarner le changement avec un cabinet formé en grande partie de recrues et une cascade d'annonces. Il lui reste maintenant à gérer les attentes. Celles des provinces avec qui il dit vouloir établir des rapports plus harmonieux. Celles des villes à qui il promet un nouveau pacte fiscal. Celles du milieu de la santé, des Forces armées, des autochtones et ainsi de suite. Et tout ça, espère son équipe, en route vers l'élection non pas d'un quatrième gouvernement libéral mais bien d'un premier gouvernement Martin.

L'obsession sécuritaire s'essouffle au pays

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Si l'année 2002 a été placée sous le signe de la sécurité avec l'adoption de lois antiterrorisme, 2003 aura été celle de la montée du scepticisme face à cette obsession sécuritaire. Les projets d'outils de contrôle cogités par certains ministres ont été mal reçus, les décisions américaines de resserrer la surveillance à la frontière ont été critiquées et certains cas de dérapage ont été brandis comme la preuve que le Canada était allé trop loin.

Ainsi, l'ex-ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Denis Coderre, n'aura jamais réussi à convaincre la population de la nécessité de se doter d'une carte d'identité nationale contenant des données biométriques. M. Coderre n'avait pas précisé son idée: la carte allait-elle contenir une photo du titulaire, une scanographie de son iris, ses empreintes digitales ou toutes ces choses à la fois? Le ministre voulait simplement lancer le débat, mais les critiques ont fusé de toute part, le commissaire à la protection de la vie privée en tête. La nouvelle ministre, Judy Sgro, ne s'est pas encore prononcée sur ce sujet, mais en entrevue, son premier ministre, Paul Martin, s'est dit *«encore sceptique»*.

Sur le plan des relations canado-américaines, la nouvelle règle de contrôle des entrées aux États-Unis (US-VISIT) a suscité bien des controverses. Les États-Unis enregistreront tous les étrangers qui fouleront leur territoire en prenant leur photo et leurs empreintes digitales. Le Canada a critiqué la mesure et ses citoyens ont finalement été exemptés. Mais les immigrants qui ont été acceptés par le Canada sans être encore citoyens canadiens ne bénéficieront pas de cette exemption. Si, selon leur pays d'origine (la plupart des pays africains, l'Inde, le Pakistan, la Chine, etc.), ils n'ont pas le privilège d'entrer aux États-Unis sans visa, ils subiront alors le même sort que les autres étrangers. Fichés.

Le Canada n'a rien pu faire pour eux malgré les protestations de John Manley, qui faisait valoir que les immigrants reçus par le Canada étaient encore plus *«sûrs»* que les Canadiens nés ici parce qu'ils avaient subi des enquêtes de sécurité...

Le cas Arar

Il y a aussi eu le cas de Maher Arar, un Canadien né en Syrie qui a été pris dans les filets américains en vertu de soupçons — jamais démontrés — de terrorisme et expulsé en Syrie, où il a subi la torture. M. Arar a été relâché un an plus tard, à l'automne dernier, et les demandes d'une enquête publique ont fusé de toute part.

On ignore toujours le rôle qu'auraient joué la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ou le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Ces deux organismes partagent des renseignements avec les États-Unis. Comment l'information qu'ils avaient a-t-elle pu être utilisée pour expulser un homme vers un pays qui pratique la torture plutôt que vers le Canada, en contravention des règles internationales? Cela demeure un mystère. Les autorités américaines soutiennent qu'elles ont pris leur décision dans le respect de leurs lois. Paul Martin a publiquement déclaré que les États-Unis devraient respecter le passeport canadien.

Il faudra voir ce que décidera la nouvelle ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Anne McLellan. De plus, au moins un nouveau ministre, Irwin Cotler (Justice), appuie la tenue d'une enquête publique dans ce dossier. Signe que la multiplication des outils sécuritaires indispose, Paul Martin a aussi décidé de mettre sur pied une agence de surveillance de la GRC.

Et il y a aussi cette fameuse banque de données sur les voyageurs aériens canadiens, dont la portée a été diminuée à la suite du tollé qu'elle a soulevé. Mise sur pied à l'automne 2002, elle doit contenir toute l'information sur les voyageurs canadiens qui rentrent au pays par avion (nom, numéro de passeport, itinéraire, nom des compagnons de voyage, mode de paiement du billet, préférences alimentaires, etc.). La base de données a pour but de déceler des *patterns* de voyage suspects, comme un trop grand nombre de visites en Thaïlande (pédophilie?), en Arabie Saoudite (terrorisme?) ou aux Bahamas (évasion fiscale?). Toute la communauté de la protection de la vie privée s'est insurgée contre ce projet. Ottawa a dû reculer un peu en «dépersonnalisant» les donnés du fichier.

Chrétien le progressiste

Sitôt la date de sa retraite annoncée, la valse des grandes décisions a commencé

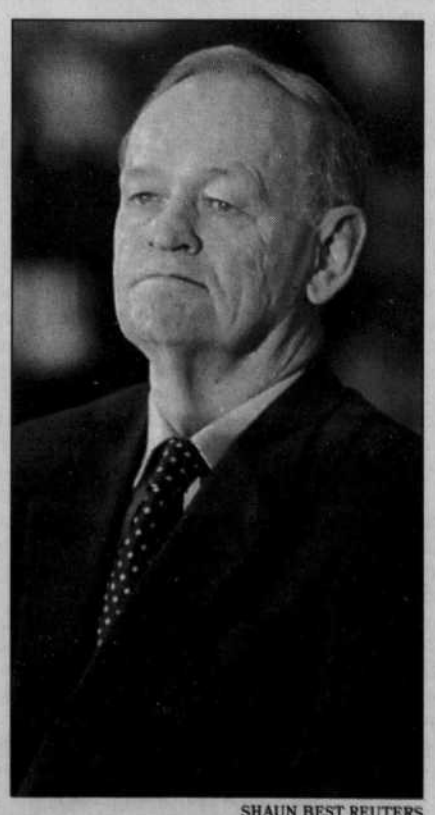
HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Après moi, le déluge, dit l'adage. En survolant l'ordre du jour législatif du gouvernement de Jean Chrétien au cours de sa dernière année de règne, on a un peu l'impression que c'est la règle qui s'est appliquée. Les initiatives les plus progressistes, les plus hors de l'ordinaire, voire celles dont on parlait depuis si longtemps qu'on n'aurait jamais cru qu'elles deviennent réalité un jour se sont succédé au cours de la dernière année.

Jean Chrétien a annoncé la date de sa retraite en août 2002 et la valse de ces grandes décisions a commencé peu de temps après: après des mois de tergiversations, le Canada a d'abord annoncé à l'automne suivant qu'il ratifierait le protocole de Kyoto. Il a ensuite décidé, en mars dernier, de ne pas se ranger du côté de son allié américain pour renverser le régime irakien de Saddam Hussein. Ottawa a décidé d'imiter le quasi légendaire héritage de René Lévesque au Québec en instaurant le financement populaire des partis politiques. Le gouvernement fédéral a entrepris de décriminaliser la marijuana et, pour finir, songe à permettre le mariage des couples de même sexe.

Jean Chrétien l'a lui-même reconnu: *«Je n'aurais jamais pu faire cela si je ne m'en allais pas.»* Cette «confession» est survenue au cours d'une conversation à bâtons rompus avec des journalistes lors d'un cinq à sept donné au 24 Sussex au début de l'été dernier. Il parlait plus précisément de sa loi sur le financement des élections, mais de ses propos se dégageait cette conviction d'avoir désormais les coudées franches, une sorte de liberté de pensée affranchie de l'impératif électoral. Il a ainsi traversé plutôt sereinement les tempêtes de l'opinion publique qui ont déferlé à la suite de plusieurs de ces initiatives.

Pour commencer, le protocole de Kyoto sur les changements climatiques. On se rappellera que même des ministres du cabinet Chrétien (John Manley aux Finances ou encore Herb Dhaliwal aux Ressources naturelles) ne semblaient pas chauds à l'idée de contraindre l'économie à des obligations environnementales sévères. Le milieu des affaires en particulier a affiché une farouche opposition, mais celle-ci semble maintenant être chose du passé et le nouveau gouvernement tente de trouver des façons d'atteindre les objectifs fixés.



SHAUN BEST REUTERS

Jean Chrétien l'a lui-même reconnu: «Je n'aurais jamais pu faire cela si je ne m'en allais pas.»

La guerre en Irak a soulevé la plus grande controverse, et de loin. L'Alliance canadienne a sans relâche accusé le gouvernement d'avoir laissé tomber les États-Unis, et cette nouvelle décision a été perçue comme un accroc de plus dans les relations déjà tendues entre M. Chrétien et George W. Bush.

Les changements apportés à la loi électorale sont pour leur part gigantesques. Pour la première fois dans l'histoire électorale fédérale, des limites seront imposées aux dons qui peuvent être versés à des partis politiques ou à des candidats. Ainsi, les individus ne pourront pas donner plus que 5000 $ par année et par parti (au Québec, la limite est établie à 3000 $). Les entreprises pourront continuer à donner de l'argent, mais pas plus que 1000 $, et ce, pour l'ensemble du pays. (Chaque succursale de la Banque Royale, par exemple, ne pourrait pas donner 1000 $.) Les pertes financières seront compensées par des fonds publics versés par le gouvernement à raison de 1,75 $ par électeur ayant voté pour chaque parti au dernier scrutin général. Le Parti libéral du Canada, le Parti conservateur et, dans une moindre mesure, le Nouveau Parti démocratique ressortent comme les grands perdants de cette réforme puisque leur financement reposait principalement, dans les deux premiers cas, sur l'argent d'entreprises et de très riches donateurs ou, dans le dernier cas, sur celui des syndicats. L'Alliance canadienne et le Bloc québécois, qui, tous deux, s'en remettaient surtout aux dons de leurs militants, enregistreront une hausse de leurs entrées d'argent.

Les deux dernières réformes, sur le mariage et la marijuana, sont plus incertaines car elles devront être complétées par le nouveau gouvernement. La proposition sur le mariage prévoit que les couples de même sexe auraient le droit de se marier civilement ou à l'Église si celles-ci acceptaient (elles ne seraient pas contraintes par la loi de les célébrer).

Cette proposition, formulée sous forme d'avant-projet de loi, doit d'abord être entendue par la Cour suprême du Canada en avril prochain pour déterminer si elle est constitutionnelle ou non et si les provinces auraient le droit de ne pas l'appliquer. Paul Martin s'est engagé à appliquer le jugement, mais il n'exclut pas qu'une question supplémentaire soit posée à la cour, à savoir si l'égalité pourrait être atteinte en offrant une institution différente pour les couples homosexuels.

Le projet de loi sur la décriminalisation de la marijuana sera ressuscité par l'équipe de Paul Martin. Des changements pourraient y être apportés. Dans sa dernière version, le projet de loi décriminalisait aussi la culture de trois plants ou moins de cannabis pour usage personnel.

2003 EN REVUE

À l'ombre de la crise irakienne

L'Irak a creusé un fossé entre le monde anglo-saxon et la «vieille Europe» et éclipsé tous les autres sujets d'actualité

CLAUDE LÉVESQUE
LE DEVOIR

La crise irakienne a éclipsé tous les autres sujets d'actualité en 2003. Des événements marquants comme l'entrée de la Chine dans le club spatial ou l'épidémie du SRAS n'ont pas eu le retentissement qu'ils auraient normalement mérité. La plupart des grands dossiers en ont subi les contrecoups.

La «guerre des clans» déclenchée lorsque le père du président actuel occupait la Maison-Blanche vient de connaître son dénouement avec la capture d'un Saddam Hussein humilié et hirsute. Sur l'avenir de l'Irak et de la région environnante, les paris restent toutefois ouverts.

George Bush fils nous avait préparés à cette campagne il y a deux ans, lorsqu'il avait placé l'Irak dans un prétendu «axe du mal». Mais c'est en écoutant son discours sur l'état de l'Union de janvier 2003 qu'on a compris qu'il ferait tonner les canons coûte que coûte.

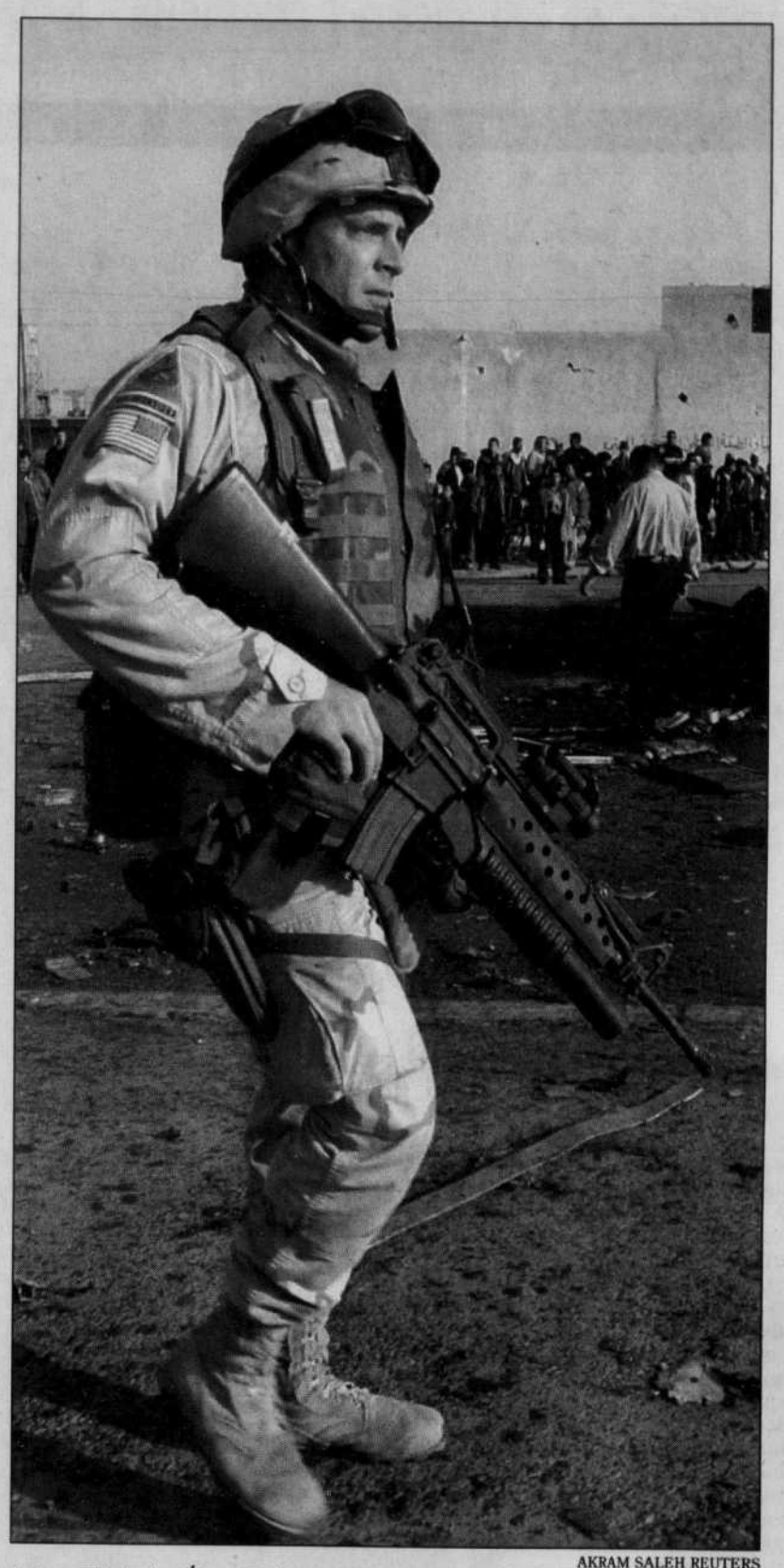
Au Conseil de sécurité de l'ONU, un «front de la paix» constitué par la France, la Russie, la Chine et l'Allemagne a bien essayé de donner leur chance aux inspecteurs en armement à l'œuvre depuis peu en Irak. Mais les États-Unis piaffaient d'impatience, répétant que ces limiers ne trouveraient rien avant des lustres et que, par conséquent, il devenait urgent de renverser un régime pourri qui menaçait la paix sur Terre.

Quelques débats mémorables ont eu lieu autour de la table du Conseil de sécurité, après quoi Londres, Madrid, Rome et Montréal, entre autres métropoles, ont vu défiler des centaines de milliers de pacifistes.

La première salve a été tirée le 20 mars. Après un début hésitant, la guerre a progressé rondement jusqu'au déboulonnage d'une première statue de Saddam Hussein à Bagdad. Le 1er mai, un George W. Bush triomphant a proclamé la fin des *«principaux combats»* à bord du porte-avions *Abraham Lincoln*.

Plus de GI's sont pourtant tombés depuis ce début officiel de l'«après-guerre» que pendant les «combats». Aujourd'hui, les États-Unis et la Grande-Bretagne occupent un pays en ruine et en proie au chaos, où on n'a toujours trouvé aucune trace des armes de destruction massive qui avaient servi de prétexte à l'invasion.

La popularité du premier ministre britannique Tony Blair en a pâti. En pleine controverse sur la réalité des ADM de Saddam Hussein, une source anonyme de la BBC, le scientifique David Kelly, s'est suicidé après que Downing Street eut révélé son identité.



AKRAM SALEH REUTERS

Aujourd'hui, les États-Unis et la Grande-Bretagne occupent un pays en ruine et en proie au chaos, où on n'a toujours trouvé aucune trace des armes de destruction massive qui avaient servi de prétexte à l'invasion.

L'ONU ébranlée

La crise a ébranlé le «système international» construit autour de l'ONU. Le Conseil de sécurité, seul organe décisionnel, devient en effet inopérant dès que s'opposent deux ou plusieurs membres dotés du droit de veto. La guerre a donc été menée en dehors du régime de droit incarné par les Nations unies. Les Américains et leurs alliés ont insinué que l'organisation se discréditait en s'opposant à leurs volontés; l'autre camp a répondu que l'ONU se serait au contraire discréditée en se laissant dicter sa conduite.

L'Irak a creusé un fossé entre le monde anglo-saxon et la «vieille Europe», à tel point que les parlementaires de Washington ont décidé de rebaptiser *freedom fries* les frites «françaises» dont il sont friands.

Des efforts de réconciliation ont été faits dans le but d'inciter de nouveaux pays à contribuer à la pacification de l'Irak. Les dernières résolutions à cet effet ne donnent cependant à l'ONU qu'un rôle de soutien dans la gestion et la reconstruction du pays, qui demeurent une chasse gardée des occupants.

Aux États-Unis, un certain Howard Dean, candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 2004, a connu un début de campagne fulgurant. Cet ancien gouverneur du Vermont est le seul des candidats à s'être opposé à la guerre.

Son étoile a pâli quand les «forces spéciales» américaines ont offert à George W. Bush le cadeau de Noël dont il avait besoin après des mois d'enlisement. Le dimanche 14 décembre, toutes les télévisions du monde ont montré l'«examen médical» de Saddam Hussein après sa capture, qui n'a apparemment pas été filmée.

Toutes les télévisions du monde ont montré l'«examen médical» de Saddam Hussein

Puisqu'une bonne nouvelle arrive rarement seule, un autre «gros méchant», le Libyen Muammar Kadhafi, a fait savoir à temps pour Noël que neuf mois de négociations secrètes avec Londres et Washington l'avaient persuadé de renoncer aux armes de destruction massive.

La France avait été tenue à l'écart des pourparlers. Quelques semaines auparavant, le pays de Jacques Chirac, agissant de concert avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne, avait tout de même réussi un beau coup en persuadant l'Iran de prouver que ses centrales nucléaires ne menacent personne.

Proche-Orient: le «front du refus» se lézarde

Au Proche-Orient, Israéliens et Palestiniens ont continué de s'affronter malgré de nouvelles initiatives en faveur de la paix.

Une «feuille de route» longuement préparée par l'ONU, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne a finalement été publiée en mai. Le gouvernement israélien et l'autorité palestinienne de Yasser Arafat appuient mollement cette «feuille».

Des attentats ont perpétué le cycle de la violence. Malgré tout, on ne désespère pas d'arracher au Hamas, au Djihad islamique et aux Brigades des martyrs d'al-Aqsa une trêve qui tienne. Le fait que le nombre d'attaques suicide a diminué depuis deux mois donne à penser que le «front du refus» se lézarde. Du côté israélien, plusieurs militaires refusent pour leur part de participer à une répression souvent aveugle.

Publiée le 1er décembre, l'«initiative de Genève» a saisi l'imagination du monde et séduit une bonne partie de l'opinion publique des deux côtés du conflit. Ce plan résulte de pourparlers menés entre deux anciens négociateurs, l'un israélien et l'autre palestinien, agissant à titre privé sous les auspices du gouvernement helvétique. Cette initiative originale a mis dans l'embarras les chefs politiques des deux camps qui, en cherchant des prétextes pour la rejeter, paraissent donner la mesure de leur mauvaise foi.

En 2003, le terrorisme international a continué de frapper, principalement en Irak, en Arabie Saoudite, au Maroc et en Turquie.

L'Inde et le Pakistan s'affairent à normaliser leurs relations, ce qui réduit le risque d'un nouveau conflit ouvert entre ces deux puissances nucléarisées depuis peu. Les canons se taisent enfin sur le glacier de Siachen, le champ de bataille le plus élevé du monde, en altitude comme en absurdité.

Nouvelle moins réjouissante, la Corée du Nord s'est retirée du Traité de non-prolifération nucléaire au début de l'année. Le régime a multiplié les déclarations, parfois contradictoires mais généralement menaçantes, en ce qui concerne son armement. La solution militaire semble toutefois exclue et des négociations multipartites restent à l'ordre du jour.

La Chine s'est donné un nouveau président en la personne de Hu Jintao. Le Parti communiste y conserve le monopole du pouvoir même s'il devient de plus en plus ouvertement celui de la nouvelle bourgeoisie. En octobre, le «taïkonaute» chinois Yang Liweï a fait 14 fois le tour de la Terre à bord du vaisseau *Shenzhou V*. Ce succès tranche avec la catastrophe qui a frappé la NASA, dont la navette *Columbia* s'était désintégrée en rentrant dans l'atmosphère huit mois plus tôt.

Une grave maladie respiratoire d'abord signalée en Chine a fait près de 800 morts dans le monde en 2003. Le SRAS a frappé 29 pays, mais ce sont surtout la Chine, Hongkong, le Canada et Taïwan qui ont été touchés.

Le 2 décembre, journée mondiale contre le sida, l'Organisation mondiale de la santé et ONUSIDA ont lancé une campagne destinée à fournir d'ici 2005 un traitement antirétroviral à trois millions de personnes affectées par le VIH, qui continue de faire d'énormes ravages. L'Afrique subsaharienne reste le continent le plus touché puisque 26,6 millions de personnes y vivent actuellement avec le virus. La maladie y a tué près de 2,3 millions de personnes en 2003, contre 18 000 dans les pays développés.

Violence et répression

En République démocratique du Congo, les principales forces rebelles se sont entendues sur une formule de partage du pouvoir, mais la violence a repris dans une région orientale du pays. Des accords ont été conclus ou signés au cours de l'année écoulée en vue de mettre fin à des guerres civiles en Côte-d'Ivoire, au Liberia et au Soudan.

En Bolivie, le gouvernement néolibéral de Gonzalo Sanchez de Lozada a été renversé par un mouvement populaire à travers lequel s'expriment fortement les revendications autochtones. À Cuba, le vieux dictateur Fidel Castro s'est attiré les foudres de l'Union européenne, son principal partenaire commercial, après avoir ordonné une vague de répression d'une rare sévérité.

En Haïti, le président Jean Bertrand Aristide doit presque quotidiennement faire face à des manifestations. Des affrontements entre manifestants et partisans du pouvoir ont fait plusieurs victimes. Dernièrement, Aristide a tenté un compromis. Trop peu, trop tard? D'aucuns le pensent. L'opposition réclame ouvertement la démission du président.

En Europe, une convention est parvenue le 13 juin à un accord sur un projet de constitution, mais l'échec a été constaté par la suite, au récent sommet de Bruxelles, quand l'Espagne et la Pologne (un futur membre) ont réclamé un pouvoir décisionnel égal à celui des pays les plus populeux de l'Union.

QUÉBEC

SUITE DE LA PAGE B 1

croyaient retrouver leurs anciennes villes, sont désillusionnés, mais les nouvelles villes risquent toujours le morcellement. Le dossier connaîtra son point culminant en 2004, lors de l'ouverture des registres et de la tenue possible de référendums en juin ou, plus probablement, en septembre.

Le gouvernement Charest propose aussi un changement, de ton celui-là, dans les relations fédérales-provinciales avec la création du Conseil de la fédération.

Les syndicats montent aux barricades

C'est en matière de relations de travail que les changements du gouvernement ont suscité le plus de controverse. Le refus du droit à la syndicalisation aux responsables des garderies en milieu familial et aux familles d'accueil, les modifications à l'article 45 du Code du travail pour faciliter le recours à la sous-traitance, la réorganisation des établissements de santé et la fusion des unités d'accréditation syndicale dans le réseau de la santé ont tous fait l'objet de projets de loi vertement critiqués par les syndicats. La grogne syndicale a atteint son paroxysme le 11 décembre, lors de la «journée nationale de perturbation». Les centrales syndicales ont reproché au gouvernement de modifier le Code du travail sans en démontrer l'urgence.

Le gouvernement Charest, qui accuse les syndicats de bénéficier du statu quo et de ne défendre que leurs intérêts corporatistes, a voulu en finir au plus tôt. À la mi-décembre, il a imposé le bâillon afin de procéder à l'adoption, à toute vapeur, de huit projets de loi qui ont soulevé la controverse, qu'il s'agisse de la hausse des frais de garde ou des modifications à l'article 45. Les syndicats, tout comme l'opposition péquiste, ont décrié le recours à cette motion de suspension des règles. Les centrales syndicales ont continué de manifester à l'extérieur du parlement.

La colère des syndiqués ne s'apaisera certainement pas en 2004. D'abord, la FTQ et la CSQ envisagent le déclenchement d'une grève générale afin de protester contre les réformes du gouvernement Charest. Ensuite, le renouvellement des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic risque de faire éclater un conflit sérieux.

En fait, en 2003, tous les ingrédients d'un véritable affrontement entre le gouvernement et les syndicats ont été réunis. Le rapport Breton permet au gouvernement d'obtenir une caution pour justifier l'austérité budgétaire alors que les projets de loi en matière de travail et le refus de recourir systématiquement à la concertation ébranlent les syndicats, qui perdent ainsi leur statut de partenaires privilégiés de l'État.

Le front commun syndical constitué de la CSN, de la CSQ et de la FTQ — le premier en 15 ans — exige des hausses salariales pour les employés de l'État qui s'élèvent à 12,5 % en trois ans. Avant même d'avoir entamé les négociations à la table centrale, le gouvernement a rejeté ces demandes. *«Les négociations ne seront pas faciles parce que nous n'avons pas d'argent»*, a déclaré Jean Charest.

Le discours du gouvernement Charest au cours de la prochaine année commence à poindre: c'est le déficit zéro ou les hausses salariales des employés de l'État. Le choix que fera le gouvernement risque une fois de plus de mécontenter les syndicats. Les négociations dans les secteurs public et parapublic seront vraisemblablement l'événement à surveiller.

Et le gouvernement n'a pas terminé ses grands bouleversements. On attend notamment la révision du régime d'indemnisation sans égard à la faute (*no fault*), le dévoilement du plan d'action en immigration et celui sur la lutte contre la pauvreté, la réforme des institutions démocratiques, le dépôt du Plan vert en matière d'environnement, la ratification de l'entente avec les Innus et l'examen du financement des universités.

Jean Dion

◆ ◆ ◆

Anti-stress

Vous savez un peu ce que c'est, plus moyen de passer un petit temps des Fêtes dans la sérénité qui devrait pourtant être une condition obligée de cette époque de l'année si pleine de féerie. On a renvoyé l'Église à ses chaudrons, mais ça n'a pas empêché la prolifération des curés païens. Vous est-il déjà arrivé de remarquer le nombre effarant de gens dont la partie rémunérée de l'existence — et probablement l'autre aussi, on n'arrête pas de faire la morale en verrouillant la porte du bureau — consiste à dire aux autres quoi faire?

Ainsi des Fêtes. Mange pas trop, pour des raisons de foie et de cholestérol et de pression et de diabète et des milliards de maladies qui peuvent frapper ceux qui mangent de temps à autre; mais mange quand même un peu, sinon matante Rogatienne va penser que tu as renié sa cuisine. Bois pas trop, ça occasionne des artères coronariennes et des tumeurs de boisson; mais bois quand même un peu, sinon on va penser que tu boudes. Dépense pas trop, ce serait génuflexionner devant la société de consommation pourrie; mais dépense quand même un peu, sinon tu vas passer pour un grippe-sou.

Et la grippe, j'te dis pas, elle est mortelle, cette année. Dans le temps, la grippe, elle nous faisait manquer une journée d'école, deux au gros max. Aujourd'hui, j'te dis, on peut y passer.

Ah, et puis aussi, très important: soyez prudents sur les routes. S'il est un conseil récurrent, le voilà: soyez prudents. Sur les routes et ailleurs, d'ailleurs. Personnellement, j'ai très hâte de voir quelqu'un en position de donner des conseils dire: allez-y, il fait beau, les risques sont nuls, soyez imprudents, vous verrez, c'est bien plus amusant que de toujours faire attention. Mais j'attends depuis un beaucoup trop considérable nombre d'années pour entretenir quelque illusion que ce fût.

Contrairement au pape. Il est persévérant, le pape. Tenez, jeudi encore, il a demandé à dieu de mettre fin à la guerre, au terrorisme et à la violence. Pourtant, voilà bien un million d'années qu'il y a de la guerre et de la violence, et dieu est là depuis le début si on se fie à sa définition, de sorte qu'on se demande légitimement pourquoi tout ça arrêterait là, maintenant, surtout que comme humanité, on ne fait pas grand-chose pour.

D'ailleurs, puisque vous voulez tout savoir, dieu n'a pas le temps de s'occuper des guerres puisqu'il est tout happé par le sport, surtout le sport aux États-Unis. De grâce, n'y voyez point un blasphème mais plutôt ce que le gars a dit l'autre jour à la télé. Il y avait un match de football, le gars a attrapé le ballon dans la zone des buts et il a levé l'index et les yeux au ciel pour dire: merci dieu. Après le match, le gars a encore dit: merci dieu de m'avoir fait attraper le ballon dans la zone des buts; il a dit: c'est grâce à dieu si des choses pareilles se produisent. Il n'a pas parlé de la guerre car il y avait aussi un match à 16h que dieu devait suivre de près pour s'assurer que la bonne équipe gagne.

Voyez, il s'en trouve même pour dire à dieu quoi faire.

◆ ◆ ◆

Sérénité? Comment voulez-vous? Juste au moment de déboucher le mousseux, on nous fait passer l'alerte à l'attentat de jaune serein à orange julep. En outre, l'élévation du risque, lis-je dans la dernière livraison de *Total Terror Today*, *«couvre la période des vacances, jusqu'au 2 janvier»*. Voyez: juste les vacances. Nous perturber pendant les heures d'ouvrage, quand on pourrait être moins productif, n'y comptez pas, messieurs dames. On vous connaît.

Il faudrait aussi parler des achats. Tenez, c'était dans un article récent de *Pas un cadeau*, le grand magazine de la faillite personnelle pour toute la famille: on avait déjà la rage au volant, la rage des airs, la rage de vivre, la fureur de vaincre et le mal d'écrire, voici qu'on vient tout juste d'y ajouter la rage du magasinage. En vertu de ce dernier syndrome en date, le sujet a trop attendu et se retrouve coincé à acheter plein de bébelles inutiles le 23 décembre; le sujet a chaud, il y a trop de monde dans le magasin, il ne trouve rien, de telle sorte qu'il pète un plomb et se met tout à la fois à engueuler le personnel, à vandaliser du matériel et même à en vouloir un peu aux êtres chers pour lesquels il s'était d'abord rendu faire des emplettes.

Et puis et puis et puis, vous avez vu tous ces excités qui, à l'occasion du Jour de Boîtage, se précipitent, après avoir fait la queue dehors pendant quelques heures, vers de risibles aubaines autant que vers un décès prématuré (stress + chaud et froid + attachement aux valeurs matérielles qui induit la dépression)? Il faudrait leur dire qu'on peut désormais se procurer plein de trucs par la magie de la cybercommande. Tenez encore, hier, j'ai reçu un message faisant la promotion de, comment dire, ce produit qui favorise, comment dire, la croissance personnelle dans la région où ça compte. Or, selon le message en question, déjà 84 177 568 exemplaires du produit ont déjà été écoulés.

Tout ça dans le confort de son foyer, le même où, sans quitter son sofa, on peut perdre 100 livres en deux semaines. Je suis persuadé que ces consommateurs avisés-là passent des Fêtes sereines.

Tout comme ceux qui ont eu le plaisir de recevoir un nouveau produit rien moins que révolutionnaire. (Je vous jure que ça existe: j'en ai en ce moment même une bouteille neuve devant moi, en plus de deux témoins sous serment.) Il s'agit du savon à vaisselle Ultra Palmolive Anti-Stress. Oui oui, on répète pour être bien certain qu'il ne s'agit pas d'une erreur de typo, du savon à vaisselle anti-stress.

C'est en raison, si j'ai bien compris, de la formule Aroma Therapy™, dans le cas qui nous occupe aux essences de lavande et d'ylang-ylang — ah! Miss Ylang-Ylang, vous en souvient-il, ce qu'elle était belle mais dévouée au Mal et donc combattue par Bob Morane, lui-même doté d'yeux gris acier nyctalopes et de cheveux en brosse dans lesquels il passait sa main droite ouverte pendant que Bill Ballantine l'appelait «commandant» en sirotant un Zat 77 —, qui *«dégage un parfum apaisant»*. *«Vous aimerez enfin faire la vaisselle!»*, fait d'ailleurs remarquer le dos de l'étiquette.

Cela tombe à pic: la prochaine semaine est une semaine de congé pour mononcle Rogatien. Retour le 6 janvier. D'ici là, bonne année, grand nez, et les verres sales n'ont qu'à bien se tenir.

jdion@ledevoir.com

ÉDITORIAL

Un cas exemplaire

Nouvelle crise de la vache folle, cette fois aux États-Unis. Le Canada réagit tout en douceur. Alors que, dans des circonstances similaires survenues il y a quelques mois, Washington imposait un embargo total à l'importation de viande de bœuf canadienne, Ottawa n'impose qu'un embargo partiel. On ne pourrait trouver meilleur symbole de la nature des relations canado-américaines.

La décision canadienne de s'en tenir à un embargo partiel repose sur des raisons de nature scientifique, assure-t-on. L'expérience acquise par les spécialistes canadiens ces derniers mois les aurait convaincus que les dangers pour la santé pouvait être circonscrits à certains produits qui sont l'objet de l'embargo partiel décrété. Pourtant, d'autres pays, comme le Mexique, le Japon et la Corée, ont décidé de ne prendre aucun risque et imposent un embargo total.

Les raisons scientifiques comptent dans cette décision, mais de façon secondaire. La décision est avant tout politique. Dans le cas présent, la volonté du nouveau gouvernement de Paul Martin d'apaiser les relations avec les voisins du sud, qui depuis trois ans sont au plus mal, aura certainement pesé lourd dans la balance. L'occasion était belle de traduire en gestes concrets le changement d'attitude annoncé par le nouveau premier ministre.

◆ ◆ ◆

La gestion de nos relations avec les États-Unis a toujours été une affaire délicate. Tout est affaire de poids et, on ne le sait que trop, le Canada ne le fait pas à côté de son voisin du sud. Les producteurs de bœuf, comme les producteurs de bois d'œuvre de ce côté-ci de la frontière, ne le savent que trop. Ce qui est vrai sur le plan économique l'est aussi sur les plans militaire et politique. La marge de manœuvre du Canada est mince et tout doit se jouer à l'oreille. Les divergences de vue et les désaccords sont possibles, mais doivent être exprimés avec mesure. L'affirmation trop brutale de l'indépendance du Canada peut entraîner des conséquences, comme ce fut le cas avec la position canadienne sur l'intervention militaire en Irak. Les entreprises canadiennes n'auront que des miettes, si jamais elles en ont, lors de l'octroi des contrats pour la reconstruction de ce pays.

Bernard Descôteaux

◆ ◆ ◆

Paul Martin a fait des relations canado-américaines l'une de ses grandes priorités. Il aura fort à faire pour trouver le juste équilibre entre, d'une part, la grande dépendance du Canada envers le marché américain, qui absorbe 85 % de ses exportations, et, d'autre part, le désir des Canadiens de se distancier des politiques américaines, qui est plus grand que jamais.

Le premier défi du nouveau premier ministre est de rétablir des relations cordiales au plan personnel avec le président Bush. Si les relations entre Jean Chrétien et Bill Clinton furent excellentes, celles qu'il a eues avec George W. Bush furent pourries, au point où celui-ci annula la visite officielle qu'il devait faire à Ottawa en mai dernier. Les commentaires disgracieux de ministres et de conseillers de M. Chrétien avaient fait déborder le vase.

Un premier contact téléphonique entre M. Martin et M. Bush fut, assure-t-on, positif. Le premier tête-à-tête est à venir en janvier lors du Sommet des Amériques qui aura lieu à Monterrey, au Mexique. Même si le premier ministre a multiplié les signes d'ouverture, la méfiance du président américain sera longue à disparaître, d'autant plus qu'en cette année électorale les relations avec le Canada ne constituent pas un enjeu fondamental pour lui.

Pour sa part, M. Martin entend faire des relations canado-américaines une affaire personnelle, comme l'indique son choix de présider lui-même le comité du cabinet qu'il a créé pour suivre ce dossier. C'est là que seront coordonnées toutes les décisions qui affectent nos rapports avec les États-Unis. Personne ne pourra penser que des décisions auront pu être prises à son insu. Cet embargo partiel sur la viande de bœuf américaine a ainsi été certainement avalisé au plus haut niveau.

L'autre défi de Paul Martin et de son gouvernement sera de maintenir l'indépendance du Canada. Jean Chrétien a poussé le pendule plus loin qu'il ne l'avait été probablement depuis le régime Diefenbaker, à l'occasion de la crise des Bomarcs en 1960. L'intention du nouveau premier ministre est de le ramener vers le centre. Sa décision d'adopter la vision américaine en matière de sécurité intérieure, avec la création d'un ministère de la Sécurité intérieure, en témoigne.

Sans être un partisan du continentalisme comme le fut Brian Mulroney, M. Martin sera davantage porté que Jean Chrétien à reconnaître l'influence de la géographie du Canada sur ses politiques. Confirmation nous en a été donnée cette semaine avec cet embargo, dont on espère que le caractère mesuré aura été compris à Washington. La preuve reste à faire que, si des cas de vache folle étaient à nouveau découverts au Canada, les États-Unis sauraient à leur tour réagir de façon modérée.

bdescoteaux@ledevoir.ca

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

REPRISE DU 21 JANVIER 2003

LETTRES

De qui parlez-vous ?

Quelqu'un peut-il m'expliquer ce qu'est la «population»? À la suite de la journée de perturbation faite par les centrales syndicales, plusieurs commentaires dans les médias m'ont laissé perplexe.

Que ce soit notre premier ministre, une de ses militantes récemment dans *Le Devoir* ou certains chroniqueurs, on distingue sans cesse la «population» des «syndiqués».

Pourtant, ces derniers font partie de la première. Et les 70 000 personnes qui ont signé une pétition pour le maintien des garderies à 5 $, elles ne font pas partie de la population?

Lorsque Jean Charest dit: *«La population m'a donné le mandat de continuer mes réformes jusqu'au bout»*, de qui parle-t-il? Comble de stupéfaction, même les dirigeantes et les dirigeants syndicaux se sont laissé prendre par cette entorse langagière, quand ils soulignent qu'ils ne visent pas le «monde ordinaire».

Les journaux titrent: *«Le public pris en otage»*, décrivant inconsciemment une société gavée de télévision dans laquelle la politique n'est que spectacle et dans laquelle on confond un premier ministre avec un roi élu pour cinq ans.

Aucun citoyen, aucune citoyenne n'est un «public».

Les conséquences des politiques d'un gouvernement affectent toute la population...

Chaque personne doit prendre position: «pour», «contre» ou un «entre-les-deux».

Il n'y a pas de place pour «je-m'en-fous»!

Les changements que M Charest propose vont réduire les impôts des riches et augmenter les tarifs payés par les pauvres, donner de la flexibilité aux patrons et détruire les conditions de vie des travailleurs, accroître le pouvoir des bureaucrates et réduire l'autonomie des centres de santé communautaires.

Bref, le PLQ fait plaisir à une «partie de la population» et attise la colère d'un autre «partie» de la population.

Résultat: le conflit.

Antoine Casgrain
Montréal

Deux poids, deux mesures

Il est toujours regrettable, en démocratie, de constater le jugement à deux poids, deux mesures par lequel les éditorialistes jugent le mérite respectif des secteurs privé et public et donnent en conséquence des titres partisans à leurs articles.

Voilà quelques mois à peine, les médias faisaient leurs choux gras d'histoires lugubres concernant différents services du secteur privé, des écoles aux garderies en passant par les centres d'hébergement, allant jusqu'à prétendre que privatisation signifiait nécessairement mauvaise qualité et qu'il n'y avait de vertu que dans le système public.

Plusieurs n'ont pas hésité à présenter la crise d'Enron comme la preuve de l'échec du capitalisme.

Récemment, pourtant, ce sont les centres d'hébergement publics qui font scandale, du Vaisseau d'or à Saint-Charles-Borromée: abus des usagers, intimidation, mauvais traitements, *omerta*. Je n'ai pourtant vu nulle part d'éditorialiste dénoncer ces phénomènes comme une crise des monopoles publics qui démontreraient l'échec du capitalisme.

Si l'on a volontiers titré *«Faut-il abolir les centres privés»*, pourquoi n'a-t-on pas également questionné «Faut-il privatiser les centres publics»?

Faut-il croire que le vice est l'apanage exclusif du privé? N'y aurait-il pas quelque chose de pourri aussi dans nos établissements publics? Lorsque le consommateur est privé de choix et contraint à un monopole, privé ou public, n'y a-t-il pas, là aussi, brimade à la qualité des services et à la liberté de choix? Il n'est pas ici question de faire l'éloge d'un système plutôt que d'un autre. Tous deux ont leurs mérites et leurs défauts. À tout le moins, pourtant, on devrait légitimement s'attendre, comme lecteur et citoyen, à voir une même crise, au privé comme au public, traitée sur un pied d'égalité, avec la même rigueur et le même objectivité par les médias.

Richard U. Broenck, M.A.P.
Beauport, 16 décembre 2003

Du côté du Grand Méchant Loup!

Hier, assise confortablement dans mon sofa, je regardais les nouvelles. J'ai simplement été offusquée par les images qui se déroulaient et qui défilaient devant moi. Quel spectacle désolant!

Je suis totalement d'accord avec la libre expression. Nous sommes dans un pays où nous avons la chance de communiquer publiquement et librement. Quelle chance!... mais il faut surtout s'adresser aux bonnes personnes et de la bonne manière.

Les syndicats veulent faire valoir leur point: parfait! Je suis d'accord. Mais il suffit de s'y prendre de la bonne façon. Présentement, au lieu de discuter comme des êtres civilisés et de partager leur opinion, les syndicats s'attaquent à la population... c'est-à-dire à eux-mêmes. Comme le dit l'expression populaire, cela est comme «se tirer une balle dans le pied». Ils nuisent aux travailleurs en monopolisant les transports en commun. Ils bloquent les rues qui servent à la population. Ils ferment l'accès aux différents ports de la région. Ils rendent impossibles certains soins médicaux... eh bien, on progresse!!!

Je n'ai jamais été contre les syndicats. J'ai toujours pensé qu'ils avaient une raison d'être. Eh bien, mon opinion vient de changer radicalement. Assez, c'est assez! Je trouve cela simplement ridicule et inhumain. En fait, ces mesures de protestation sont inappropriées. Elles ne font que changer l'opinion des gens neutres comme moi et des citoyens en général. En réalité, j'espère même que Jean Charest va maintenir ses changements à la loi, non pas pour la loi elle-même, mais pour vous montrer que cela n'est pas la façon de procéder.

L'argument de ces syndicats va être qu'ils défendent une cause collective et que je suis individualiste. Eh bien, cela est faux. Que faites-vous pour la collectivité? Vous vous attaquez à elle. Prenez des mesures efficaces qui n'affecteront pas la population, vos pairs. Faites valoir votre point en étant humains. Nous sommes tous des êtres humains, des gens civilisés. Alors, les syndicats, je vous lance un défi... démontrez-le!

Geneviève Labrie

LIBRE OPINION

Choisir la paix

GERRY BARR
Président-directeur général du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)

Le CCCI, qui regroupe une centaine d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain durable, cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

Depuis un certain temps, il est de plus en plus question du rôle de l'armée canadienne eu égard à la sécurité. Ce débat est d'autant plus justifié que la sécurité est maintenant au centre des préoccupations internationales. Cependant, la sécurité ne se résume pas à l'absence de violence et de conflits. Elle ne se borne pas à la chasse aux terroristes et à l'échange de renseignements.

En effet, les menaces les plus immédiates à la sécurité des personnes sont la non-satisfaction des besoins élémentaires, la violation des droits de la personne, l'exclusion politique, la désintégration sociopolitique et la violence qui en découle.

Quand des personnes atteintes du sida ou du VIH n'ont pas les moyens de se payer des médicaments, il n'y a pas de sécurité. Quand des enfants sont privés d'instruction et des jeunes acculés au chômage, il n'y a pas de sécurité. Quand les pays pauvres sont exclus des cercles décisionnels, il n'y a pas de sécurité.

Il y a aussi insécurité dans les urgences complexes, lorsque des guerres larvées coupent les vivres, entraînent des migrations massives et, de plus en plus, tiennent des populations en otage dans des conditions extrêmement hasardeuses.

Le Canada se doit de réagir à ces menaces à la sécurité en restructurant ses forces armées et en se dotant de nouveaux outils pour la paix.

Le Canada doit poursuivre sa longue tradition de gardien de la paix en donnant à ses forces armées les moyens d'assumer dans le monde un rôle spécialisé de gardien de la paix complémentaire à sa politique de développement international. La diplomatie canadienne doit promouvoir la paix, le désarmement et la sécurité humaine.

Il faut aborder la paix et la sécurité humaine dans une optique beaucoup plus vaste que la simple absence de violence et de guerre. La notion de «sécurité humaine» repose sur le principe selon lequel la sécurité est inextricablement liée aux besoins sociaux, politiques et économiques. Le Canada doit tout mettre en œuvre pour implanter cette définition globale de la sécurité. Il faut appuyer les processus de paix en collaborant avec tous les secteurs de la société pour encourager les efforts locaux d'édification de la paix dans les sociétés déchirées ou menacées par la guerre.

Dans un rapport intitulé *La responsabilité de protéger*, la Commission internationale de l'intervention et de la souveraineté souligne la nécessité de *«définir les stratégies et les tactiques d'intervention militaire propres à combler le vide qui existe actuellement entre des conceptions périmées du maintien de la paix et des opérations militaires à grande échelle pouvant avoir des répercussions délétères sur les civils»*. Le Canada est bien placé pour encourager, voire diriger, la quête de nouveaux modèles militaires au service des intérêts communs que sont la paix et la stabilité dans le monde. Il faudra à cette fin revoir la doctrine militaire, les règles d'engagement, la formation et l'équipement pour donner à l'armée un rôle multilatéral constructif au service de la paix et de la sécurité.

On convient généralement que seule une approche multilatérale peut apporter une solution définitive au problème de la «sécurité humaine», mais on n'a pas vraiment défini à quoi peut ressembler concrètement une telle approche. C'est pourquoi le Canada se doit de repenser son rôle et ses moyens en matière de défense.

Le Canada devrait prendre spécialement à cœur la consolidation du siège de l'ONU et la gestion des opérations militaires des Nations unies. Il doit s'employer à renforcer ou à créer des mécanismes de collaboration tels que la Brigade multinationale d'intervention rapide des forces en attente des Nations unies. Une telle force d'intervention rapide à grande mobilité pourrait agir dans des milieux dangereux caractérisés par des conflits larvés mettant en cause les populations locales et les groupes humanitaires civils. Elle devrait en outre favoriser la collaboration entre pays pour le partage du matériel.

Dans quelle situation y a-t-il lieu d'intervenir? Et qui doit prendre la décision? L'ambiguïté des structures décisionnelles multilatérales complique l'obtention d'un consensus international. En effet, les États dont les intérêts nationaux immédiats ne sont pas directement touchés n'ont pas toujours la volonté politique de participer à des opérations de paix. D'où une action qui paraît incohérente et arbitraire. C'est la raison du plus fort qui détermine quel groupe vulnérable trouvera un appui.

La communauté internationale doit donc se doter de mécanismes internationaux et cohérents d'intervention qui se fondent sur la vulnérabilité et les besoins des populations en danger jugés de façon objective. Le Canada peut jouer un rôle important à cet effet en suscitant un débat international de fond au sujet de l'adoption de règles cohérentes pour les interventions de paix et les opérations de protection.

Il va de soi qu'une restructuration de l'armée canadienne en vue d'un rôle international plus spécialisé coûterait de l'argent. Mais l'argent n'est pas tout ici. L'important est de définir clairement la raison d'être de l'armée, de mettre en œuvre des stratégies durables qui permettent des interventions multilatérales efficaces. En fait, il y va de l'efficacité du Canada en tant qu'acteur multilatéral capable de se concentrer sur les enjeux qui comptent, dans les secteurs où il peut faire œuvre utile.

Paul Martin a déclaré que le reconditionnement des Forces armées canadiennes selon les principes traditionnels ne suffirait pas. Il a raison. Dans ses orientations budgétaires pour la défense, le Canada doit choisir la paix.

IDÉES

Des enfants? Pas maintenant.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Nous n'avons pas assez de temps de qualité à offrir à des bambins trimballés de la maison à la garderie, de l'école à la gardienne

RENÉ BINET
Avocat en droit des jeunes et travailleur de rue

Le déclin démographique ne changera pas mon opinion. Avant d'inviter d'autres enfants à partager notre monde, un grand ménage s'impose. Une société désirant des enfants doit les mériter. Elle doit offrir de l'espace et du temps de qualité pour que les enfants tissent avec leur environnement un lien significatif et chaleureux afin qu'ils s'émancipent harmonieusement. J'ai deux merveilleux enfants et je travaille depuis 14 ans auprès d'enfants en difficulté. Des enfances gâchées, j'en ai assez vu.

Les enfants sont une composante de la prospérité économique. Je constate que malgré cette prospérité et les engagements politiques portant sur les enfants, 18 % d'entre eux vivent dans la pauvreté. Manque de ressources et d'équipement à tout chapitre, crise du logement, manque de place dans les garderies, décrochage scolaire catastrophique, taux ahurissant de suicide des jeunes... cela devrait faire réfléchir les adultes. Parents, professeurs et intervenants n'ont pas assez de temps de qualité à offrir aux enfants, trimballés, bousculés de la maison à la garderie, de l'école à la gardienne. De plus, les parents ont le fardeau de compléter l'apprentissage scolaire par des devoirs et des leçons qui sollicitent quotidiennement plus d'une heure. Les enfants dont les parents ne peuvent les soutenir dans leurs tâches scolaires présentent un haut risque de décrochage.

Les enfants d'abord: un mythe

Les adultes devraient se servir après s'être assurés que les enfants ont eu leur part. Ce n'est pas le cas. Nous vivons sous le joug d'une démocratie corporatiste, de lobbys, de groupes de pression où l'avidité, la cupidité et l'indifférence bousculent et piétinent les enfants. Les leaders de notre société ont-ils des cervelles de moineau ou des instincts de vautour? Leurs progéniture est sans doute à l'abri, mais ils abandonnent les enfants défavorisés. Un mal nécessaire, diront-ils.

Le pire est la crainte qui s'installe sournoisement, nous menant à craindre nos adolescents. Nous avons peur de certains jeunes vivant dans nos ghettos urbains. Beaucoup d'adultes les détestent, les méprisent et les craignent. Nous tissons autour d'eux un réseau sécuritaire; les tribunaux et les policiers s'occupent du reste. L'émission massive de contraventions, la surveillance policière, les filatures et la psychose des gangs de rue ou des groupes de jeunes sont la dure réalité.

Si on s'acharne à tasser ces jeunes dans un coin, il ne faut pas s'étonner qu'ils réagissent et sortent les griffes. Les jeunes exclus se marginalisent: pas besoin d'un doctorat en psychosociologie pour comprendre le phénomène. La responsabilité du décrochage et de l'exclusion revient aux adultes. Il faut de l'aide humanitaire et de l'imagination au lieu de ce repli sécuritaire. Les enfants défavorisés ont besoin des meilleurs effectifs, d'adultes courageux, de gens qui les aiment et qui les motivent. Ils n'ont pas besoin qu'on les achève à coups d'ordonnances judiciaires.

Une boussole

Une société qui perd ses repères et dont les institutions s'affaiblissent a tendance à abuser de l'appareil judiciaire. Ainsi, le Tribunal de la jeunesse s'immisce parfois dans les affaires des autres, dont l'école. Récemment, j'ai été témoin du comble de l'imbécillité. Un policier est allé arrêter, menotter un jeune à son école parce qu'il avait contrevenu à un engagement: il avait accumulé trois retards de 15 minutes à l'école! Comparution au tribunal, objection à sa remise en liberté. C'est un jeune sans antécédent judiciaire auquel l'intervention judiciaire risque de faire perdre sa session scolaire. Le tribunal n'a pas pour fonction de juguler le décrochage scolaire ni de gérer l'agenda d'un jeune. La motivation ne s'ordonne pas, ne se décrète pas. Ce genre de dérapage coûte une fortune à l'État. Ces sommes devraient être investies dans les écoles.

Les bris de conditions constituent l'une des principales causes portées devant le tribunal. Ces conditions sont machinalement ordonnées à partir d'une liste préfabriquée. Un jeune coupable d'avoir fait un graffiti a vu son dossier criminel dégénérer en une dizaine de dossiers pour bris de conditions (heures d'entrée, fréquentation scolaire). Des jeunes placés en milieu institutionnel pour problème de violence sont traduits en justice pour voies de fait sur des préposés.

Une société qui a peur de ses jeunes et qui utilise la répression pour combler les faiblesses des autres institutions et passer un message est une société malade, et c'est le cas ici. Nous fabriquons des criminels pour des comportements d'adolescent qui, en soi, n'ont rien de criminel. C'est aux parents, aux écoles, d'assumer leurs responsabilités. À défaut, le réseau d'aide et les lois civiles peuvent venir en renfort.

Vautours, moineaux, cigognes

Les enfants se font rares; raison de plus pour ne pas les négliger. Il faut voir ces jeunes de près pour ressentir une émotion, un sentiment, de l'empathie à leur égard et entreprendre des actions.

Sortez de vos tours d'ivoire et allez les voir. La guignolée est un fait d'hiver et, pour le reste de l'année, la misère des enfants devient un fait divers. De petits paniers pour Noël et voilà que notre bonne conscience est satisfaite. N'importe quelle cigogne aurait le blues en survolant notre nid de coucous.

Il y a trop de misère socialement acceptée. J'ai souvent l'impression que nous vivons à bord d'un immense bateau et qu'il n'y a aucun capitaine à bord. Notre société est compartimentée (ponts, cabines) et les structures devant aider les gens deviennent des barrages et des écrans de fumée camouflant l'incompétence, la négligence et l'indifférence. Social-démocratie ou social-bureaucratie? La nomenclature de la Révolution tranquille se sclérose.

Essayer de briser le mur de silence entourant le manque de ressources des jeunes en difficulté? Trop d'adultes se défendront et finalement se contenteront de peu en leur nom. Les enfants ont besoin de justice, d'équité et d'une société éthiquement acceptable pour assurer leur sécurité et leur développement. Ils ont besoin d'une représentation positive de l'avenir, de projets mobilisateurs, de tuteurs de résilience. Ils ont besoin d'anges gardiens, de chevaliers, pour vaincre le côté sombre de leur vie. Ils doivent croire en nous afin de croire en eux. Refonder l'humanisme pour faire surgir l'équité et une justice sociale.

Derrière vos cris d'alarme au sujet de la démographie se dissimulent des considérations égoïstes d'adultes. Vous avez besoin d'enfants pour soutenir vos régimes de retraite, votre logique économique, et pour nettoyer la planète. Il faudrait garder à l'esprit qu'une mère soutenue socialement fait une bien meilleure mère et que des éducateurs reconnus socialement et en quantité suffisante transmettent une bien meilleure éducation. En attendant, un enfant sur cinq vit dans la précarité. Il faudrait peut-être songer à fonder l'Union des producteurs d'enfants (UPE) afin d'obtenir la même reconnaissance que les autres producteurs et gardiens (UPA, gardiens de prison, etc.).

Des enfants, oubliez ça, pas maintenant. Nous ne les méritons pas.

Entre l'option nordique et l'option irlandaise

Le Québec a fait son choix, et rien n'indique qu'il se soit trompé

LUC-NORMAND TELLIER
Département d'études urbaines et touristiques, Université du Québec à Montréal

Dans *Le Devoir* du 19 décembre dernier, Michel Boucher et Filip Palda, de l'École nationale d'administration publique, se sont nettement rangés du côté de l'Institut Fraser dans le débat qui oppose ce dernier à Pierre Fortin, de l'UQAM. Selon eux, la voie que doit suivre le Québec est celle de l'Irlande, celle de la réduction radicale du régime d'imposition et de la renonciation, par les syndicats, *«à leur pouvoir corporatiste»* (*dixit* Boucher et Palda). Qu'une position aussi peu socialisante soit adoptée par deux professeurs d'une école chargée de former nos hauts et moins hauts fonctionnaires ne pourra que rassurer tous ceux qui pourraient craindre une dérive étatiste de notre appareil gouvernemental...

Vers la fin de leur texte, MM. Boucher et Palda écrivent: *«Le Québec est géographiquement au centre du commerce en Amérique du Nord. Le Québec profite de l'une des plus grandes voies maritimes du monde.* [...] *Notre potentiel d'amélioration est beaucoup plus grand que celui de l'Irlande au cours des années 80.»* On me permettra de sursauter face à de telles affirmations.

Pour quiconque a étudié la dynamique urbaine nord-américaine, prétendre que le Québec est *«au centre du commerce en Amérique du Nord»* est pour le moins osé. Non seulement cela est faux, cela est même de moins en moins vrai avec le déplacement archiconnu du centre de gravité de l'économie nord-américaine vers le Sud-Ouest.

Quant à la voie maritime du Saint-Laurent, dire que le Québec en *«profite»* est un euphémisme quand on prend aussi en compte les effets négatifs tout aussi connus de cette voie sur l'économie québécoise. Enfin, écrire que *«notre potentiel d'amélioration est beaucoup plus grand que celui de l'Irlande au cours des années 80»* ne suffit pas. Encore faudrait-il le prouver. Au cours des trois derniers siècles, le Québec n'a jamais, à aucun moment, connu la marginalité qui fut le lot quasi continu de l'Irlande (au début des années 1980, le taux de chômage de l'Irlande atteignait 18,5 %). Pendant tous ces siècles, le Québec a été une terre d'immigration alors que l'Irlande était une terre d'émigration.

Modèle nordique

En 1977, dans l'un de mes livres intitulé *Le Québec, État nordique*, je me suis fait l'apôtre du modèle nordique et d'un rapprochement canado-scandinave. Mes deux rêves d'alors se sont largement concrétisés: le Québec a adopté un modèle de développement fortement inspiré du modèle scandinave et le rapprochement canado-scandinave a donné lieu, en 1996, à Ottawa, à la création du Conseil de l'Arctique réunissant le Canada, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Islande et même les États-Unis et la Russie. Rien n'indique au contraire que, dans les deux cas, nous ayons fait de mauvais choix.

Si l'Irlande, enfin, a récemment connu plusieurs années de vaches grasses, les pays scandinaves continuent d'être des modèles, et ce, depuis au moins 50 ans. Bien que la Suède et le Danemark aient les fardeaux fiscaux les plus élevés de l'OCDE, cela ne les empêche pas de figurer, avec la Finlande, parmi les pays les plus concurrentiels du monde. Comparer les fardeaux fiscaux de divers pays sans comparer le niveau et la qualité de leurs services publics est aussi absurde que de parler des prix d'une Mercedes et d'une Honda Civic sans tenir compte des caractéristiques respectives des deux marques.

Le choix que nous avons fait du modèle nordique était éclairé et nous aurions tort de l'abandonner. Cela dit, comme les Scandinaves, nous nous devons de constamment le mettre à jour en éliminant les lourdeurs administratives, les frais inutiles, les déficiences systémiques et les abus de toutes sortes. Faire cela sans jeter le bébé avec l'eau du bain, c'est la voie de la sagesse. Il ne faut jamais oublier que, pour une Irlande à laquelle le néolibéralisme a réussi, il y a plusieurs Argentines et polusieurs Russies qui cherchent péniblement à y survivre.

Denise Bombardier

◆ ◆ ◆

Bonne année

La frénésie du temps qui passe épargne peu de gens, sauf des ermites (rares), des religieux contemplatifs (aussi rares) et quelques vieux sages qui, eux, sont sans âge chronologique et ont compris, car ils possèdent de la vie une vision spirituelle, que l'agitation est le pire ennemi du bonheur. Nous en connaissons tous quelques-uns, mais leur façon de vivre les distancie de nous. Ce sont des marginaux dans le sens littéral du terme, c'est-à-dire qu'ils vivent à la marge du courant houleux dans lequel nous nous laissons entraîner.

Ces jours-ci, on entendra les gens autour de nous se souhaiter «bonne année» sans savoir ce que cela signifie. L'ancienne formule, «bonne, heureuse et sainte année, et le paradis à la fin de vos jours», plus précise, a évidemment disparu du vocabulaire. Ni le bonheur ni à plus forte raison la sainteté ne sont des concepts de notre postmodernité tendance *trash*. Cela rassure les «mal dans leur peau» de croire que le bonheur est l'affaire des inconscients; les propagandistes de la dérision, eux, considèrent les saints comme des illuminés ou des fous. Quant au paradis... lorsqu'on y croit, on le veut sur Terre, avant la fin de nos jours, et plusieurs l'imaginent dans les centres commerciaux, ces palais de la civilisation contemporaine où ils s'engloutissent dans leurs temps dits libres. La consommation n'a pas que des défauts, mais lorsqu'elle représente la valeur dominante d'une société orpheline de rêves collectifs, elle peut devenir délétère.

Que serait donc une bonne année? D'abord, une année où un plus grand nombre de gens consentirait à écarter l'affrontement au profit de la négociation, c'est-à-dire à faire triompher la raison sur l'aveuglement. Une année qui amorcerait le recul d'une forme larvée de tolérance derrière laquelle se cache une démission alimentée par une indifférence aux autres. L'époque actuelle en Occident marque le repli apparemment irréversible des objectifs collectifs au profit des intérêts particuliers si chers au lobbyistes, ces nouveaux prêtres de l'organisation sociale et économique. L'individualisme n'a jamais été aussi triomphant. Le «chacun pour soi» a d'ailleurs pris des formes imprévisibles. Le moi bénéficie de tribunes nouvelles. La médiatisation du moi dans sa forme la plus accomplie, la télé-réalité, est en train de transformer nos relations et renversent les vieilles croyances. La vie de chacun vaut non plus une messe mais une émission. Le trivial équivaut au sublime, la notoriété instantanée remplace la longue marche besogneuse vers le dépassement personnel et le fait divers accède au rang d'événement historique. Une bonne année annoncerait quelques éclaircies dans ce paysage en remettant à l'honneur des croyances séculaires, celles-là mêmes qui ont contribué au progrès humain, comme l'importance du travail, l'encouragement au dépassement de soi et la hiérarchisation des événements en fonction d'une échelle de valeurs plus universelle où le courage le dispute à la dignité, où la tragédie n'est pas confondue avec l'incident.

Une bonne année ferait régresser la rectitude politique, cette pollution intellectuelle qui menace les acquis de liberté si chèrement conquis et nous ramène à un conformisme social dont on prétend être affranchi. Cette rectitude politique indique aussi la frilosité de notre pensée. Paradoxalement, les individualistes que nous sommes devenus ont une peur bleue de ne pas penser dans le bon sens ou du bon bord, ce qui témoigne également de la crainte du jugement des autres. À cet égard, l'éducation au sens critique ne devrait-elle pas s'inscrire en bonne place dans le cursus scolaire, nous évitant ainsi ces dérapages intellectuels où Bush et Ben Laden sont confondus, où l'opposition au mariage gai devient de l'homophobie, où la défense de la laïcité des institutions sociales se transforme en intolérance religieuse et où — et cela est une particularité québécoise — diverger d'opinion avec l'autre est considéré comme une attaque personnelle?

Une bonne année permettrait à la spiritualité de nourrir le débat public. La volonté marquée de ramener toute réflexion sociale à une affaire d'ingénierie, autrement dit de structures et de tuyauterie, est réductrice, limitative et au bout du compte inhumaine. Notre existence sur cette terre demeure le plus grand des mystères. Notre besoin de vivre ensemble repose sur des valeurs dont on perd chaque jour un peu du sens. La loi d'airain de l'efficacité nous aveugle. *«Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il perd son âme?»*, dit l'Évangile. On a découvert il y a 15 jours ce qu'on considère être la première sculpture, qui date de 30 000 ans. Il s'agit d'un oiseau à la forme raffinée. À cette époque de survie primaire, l'homme manifestait déjà son besoin de s'immortaliser à travers son geste créateur. Que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui en tirent la leçon. Le dépassement, le rêve et l'espérance sont aussi nécessaires à la vie que des budgets et des déficits plus ou moins zéro.

Je vous souhaite à tous une année moins agitée et plus douce.

denbombardier@earthlink.net

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (*redaction@ledevoir.com*) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes **à l'information générale et métropolitaine** : Gérald Dallaire (*adjoint au directeur de l'information*), Jeanne Corriveau (*affaires municipales*), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (*éducation*) ; Josée Boileau (*éditorialiste, responsable de la page Idées*), Brian Myles (*justice et faits de société*), Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (*environnement*), Benoît Munger (*responsable du site Internet*), Jean-Pierre Legault (*pupitre édito, idées, perspectives et sports*), Isabelle Paré (*santé*); Pauline Gravel (*sciences*) ; Michel Garneau (*caricaturiste*) ; Diane Précourt (*responsable des pages thématiques*); Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (*relecteurs*); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (*photographes*) ; **à l'information culturelle** : Michel Bélair (*responsable*), Julie Carpentier, Paul Bennett (*pupitre cahiers spéciaux et culturels*), Stéphane Baillargeon (*théâtre*), Paul Cauchon (*médias*), Caroline Montpetit (*livres*), Odile Tremblay (*cinéma*), Bernard Lamarche (*arts visuels*); **à l'information économique** : Gérard Bérubé (*adjoint au directeur de l'information*), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; **à l'information internationale** : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); **à l'information politique** : Hélène Buzetti et Manon Cornellier (*correspondantes parlementaires à Ottawa*), Tommy Chouinard et Robert Dutrisac (*correspondants parlementaires à Québec*), Kathleen Lévesque ; Marie-Hélène Alarie (*secrétaire à la rédaction*) ; Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (*commis*). **La documentation** : Gilles Paré (*directeur*); Manon Derome, Serge Laplante (*Québec*), Rachel Rochefort (*Ottawa*). **LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING**, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Slavica Bogdanov, Véronique Géraud, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebaï (*publicitaires*), Laurence Thériault (*directrice adjointe*), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (*secrétaire*). **LA PRODUCTION** Daniel Bazinet (*responsable de la production*), Nathalie Zemaitis, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. **INFORMATIQUE**, Yanick Martel (responsable). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE**, Linda Thériault (*responsable service à la clientèle, distribution et tirage*), Gisèle Lenard, (*coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation*), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. **L'ADMINISTRATION** Nicole Carmel (*responsable des services comptables*), Céline Furoy, Germain Haeck (*contrôleur*), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (*adjointe administrative*), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. **LA FONDATION DU DEVOIR** Roger Boisvert (*vice-président exécutif et directeur général*).

LE DEVOIR

SCIENCES

EN BREF

L'écureuil qui plantait des arbres

(ASP) — Chez nos voisins du Sud, la substitution de l'écureuil gris de l'Est par notre écureuil roux de l'Hudson serait dramatique pour les forêts de noyers et de chênes. La raison? La façon dont chacun enterre sa nourriture! Des chercheurs de l'université de Perdue, qui ont observé le comportement de ces deux types d'écureuils dans l'Indiana, ont en effet constaté que si le roux constitue de gros amas de noix et de glands, le gris les éparpille et les enterre bien à l'humidité, où il en oublie la plus grande part. Ainsi, de nombreux arbres pourront germer loin de l'ombre de leurs parents. Les chercheurs ont même pu calculer que le roux, *Tamiasciurus hudsonicus*, est un jardinier sept fois moins efficace que le gris, *Sciurus carolinensis*. Les auteurs de cette étude, publiée dans le *Canadian Journal of Zoology*, ne blâment toutefois pas l'écureuil roux mais la fragmentation graduelle des forêts par l'agriculture. Contrairement au petit roux, le gros gris est très sensible à ce changement parce qu'il manque de vigilance face aux prédateurs. Les chercheurs ont pu observer que les écureuils gris se trouvent en grande difficulté lorsqu'ils doivent passer d'un boisé à l'autre à travers les champs cultivés. La création de liens boisés pourrait peut-être favoriser la suryie de cette espèce essentielle. En attendant, aux États-Unis comme au Canada, les écureuils gris se planquent sur les campus et dans les boisés urbains, où ils risquent moins d'être attaqués!

Un virus du sommeil

(ASP) — C'est déjà assez dur de combattre la somnolence au volant ou en classe. Imaginez ce que ça peut être de combattre une maladie neurologique rare, vieille d'au moins 80 ans, dont personne ne sait d'où elle vient. Le virologue John Oxford, de l'hôpital Royal de Londres, confiait récemment au *New Scientist* qu'il s'est donné comme mission de résoudre l'un des plus grands mystères médicaux du XXe siècle: la maladie du sommeil (*sleepy* ou *sleeping sickness* en anglais). Le terme ne fait pas référence à la maladie transmise par la mouche tsé-tsé en Afrique mais à un désordre qui rend le malade irréversiblement léthargique et qui est fort possiblement lié à une variante du virus de la grippe. C'est ce mal qui était au centre du film *L'Éveil* (*The Awakening*), avec Robin Williams. C'est que ce mal fait plus de ravages qu'on ne l'imagine: dans les années qui ont suivi la Première Guerre mondiale, quelque 100 000 personnes en sont mortes et à peu près autant en sont demeurées paralysées et muettes. Ce n'est qu'à la fin de la décennie que l'incidence de la maladie s'est mise à diminuer, sans qu'on sache pourquoi. Les médecins n'ont rien pu faire de plus que de donner des soins de base aux patients. En 1960, une éphémère lueur d'espoir a surgi lorsqu'on a cru qu'un traitement était en vue — c'est l'épisode que relate *L'Éveil*. Serait-il possible que le coupable soit un banal virus? C'est ce que croient plusieurs experts, qui regardent tout particulièrement du côté du virus de la grippe puisqu'ils ont constaté qu'une épidémie de grippe suivait souvent de 12 mois celle de la maladie du sommeil (par exemple, l'épidémie de grippe espagnole après la Première Guerre mondiale). De récents développements en biologie moléculaire, appliqués à l'analyse des tissus du cerveau de malades décédés, ouvrent de nouvelles pistes pour percer le mystère. *«N'est pas loin le temps où une autre épidémie surviendra,* souligne John Oxford, *mais cette fois, nous devrions être préparés.»* D'autres virus sont avancés comme hypothèse, tel le virus du Nil occidental, au moment où, justement, celui-ci gagne de nouveaux territoires. D'où l'importance de trouver rapidement la cause de cette maladie débilitante.

S'envoyer en l'air

(ASP) — Une enchère cosmique: le *New Scientist* rapporte que depuis le 20 octobre, de l'argent que les astronautes ont emporté avec eux dans l'espace est mis aux enchères! Cette idée pour le moins originale est organisée par l'Agence spatiale européenne. Sont offerts des billets de banque et des pièces de monnaie qui ont fait le voyage jusqu'à la Station spatiale internationale l'an dernier. L'argent recueilli servira à financer un programme spatial éducatif. À qui le magot?

Des couples modèles

(ASP) — Les couples hétérosexuels pourraient apprendre beaucoup des couples homosexuels. Des chercheurs de l'université de Washington ont comparé les deux en s'intéressant tout particulièrement à leur façon de résoudre leurs conflits. Ils ont constaté que c'est la manière dont la conversation commence qui est critique: en abordant les discussions conflictuelles de façon plus positive, les couples gais et lesbiens sont ainsi mieux parvenus à résoudre leurs différends que les hétérosexuels. Si la discussion homme-femme tourne facilement à la lutte de pouvoir, celle entre deux amoureux du même sexe serait en effet plus coopérative... Les homosexuels se sont aussi montrés plus honnêtes et ouverts à discuter sexualité et fidélité tandis qu'aucun des couples hétéros n'a évoqué le sujet explicitement. L'étude est parue dans le *Journal of Homosexuality*.

Trop de jumeaux

(ASP) — En fécondation *in vitro*, la tradition veut qu'on implante deux embryons ou plus afin d'augmenter les chances de réussite. Or, selon une étude récente, cette stratégie ne donnerait pas de meilleurs résultats que l'implantation d'un seul embryon. Les chercheurs australiens derrière cette étude ont espoir que leurs conclusions vont aider à changer la pratique... dont le problème est qu'elle provoque la naissance de jumeaux dans près de 20% des grossesses! L'équipe de Gab Kovacs, du Mo[illegible]sa IVH de Melbourne, a noté lors de cette étude, qui portait sur plus de 2000 transferts d'embryons, un taux de grossesse de 32% chez les femmes qui recevaient un seul embryon alors que celles qui en recevaient deux affichaient un taux de... 33%.

De Bucarest à Lennoxville

Tribulations et succès d'un scientifique roumain

Mihai Scarlete travaille à la synthèse des céramiques de carbure de silicium

Vous faire rencontrer des chercheurs passionnants et passionnés, c'est ce que proposent la revue *Découvrir* et *Le Devoir* dans cette série de portraits de membres de notre communauté scientifique. Ces portraits, présentés en primeur ici, sont extraits de la revue bimestrielle Découvrir, qui rend compte des avancées de la recherche d'ici, dans toutes les disciplines. Le prochain numéro sera disponible en kiosque ces jours-ci (*www.acfas.ca/decouvrir*).

SOPHIE MALAVOY
DÉCOUVRIR

Un petit retour dans le passé s'impose. En 1989, à Bucarest, en Roumanie, l'ingénieur Mihai Scarlete termine son doctorat en chimie physique industrielle à l'Institut polytechnique de Bucarest tout en travaillant pour la compagnie de matériaux Matpur (« matériaux ultrapurs »). Étudiant brillant, il vient de mettre au point un nouveau procédé industriel de croissance du silicium, ce qui lui a permis de déposer deux brevets dans son pays. Son employeur commence même à vendre une centaine de kilos de silicium produit selon sa méthode.

Mais voilà que le 22 décembre 1989, Nicolae Ceausescu est renversé par un coup d'État du Front du salut national. Tout éclate. Le professeur qui dirige les travaux de Mihai Scarlete meurt, secoué par les violentes manifestations étudiantes qui suivent la chute du tyran mégalomane. Il est remplacé par un autre professeur, mais celui-ci accepte presque immédiatement un poste d'enseignant... en France. Quant à l'entreprise de haute technologie qui employait le jeune ingénieur, elle doit fermer ses portes au bout de quelques mois seulement.

«C'était la débandade totale, raconte Mihai Scarlete. *Plus personne ne voulait collaborer avec notre pays, de facto en pleine guerre civile. Les fournisseurs nous lâchaient les uns après les autres, l'approvisionnement devenait impossible.»* Et le chercheur ajoute, avec 15 ans de recul, que ce fut quand même une expérience fascinante que de vivre de l'intérieur de tels bouleversements.

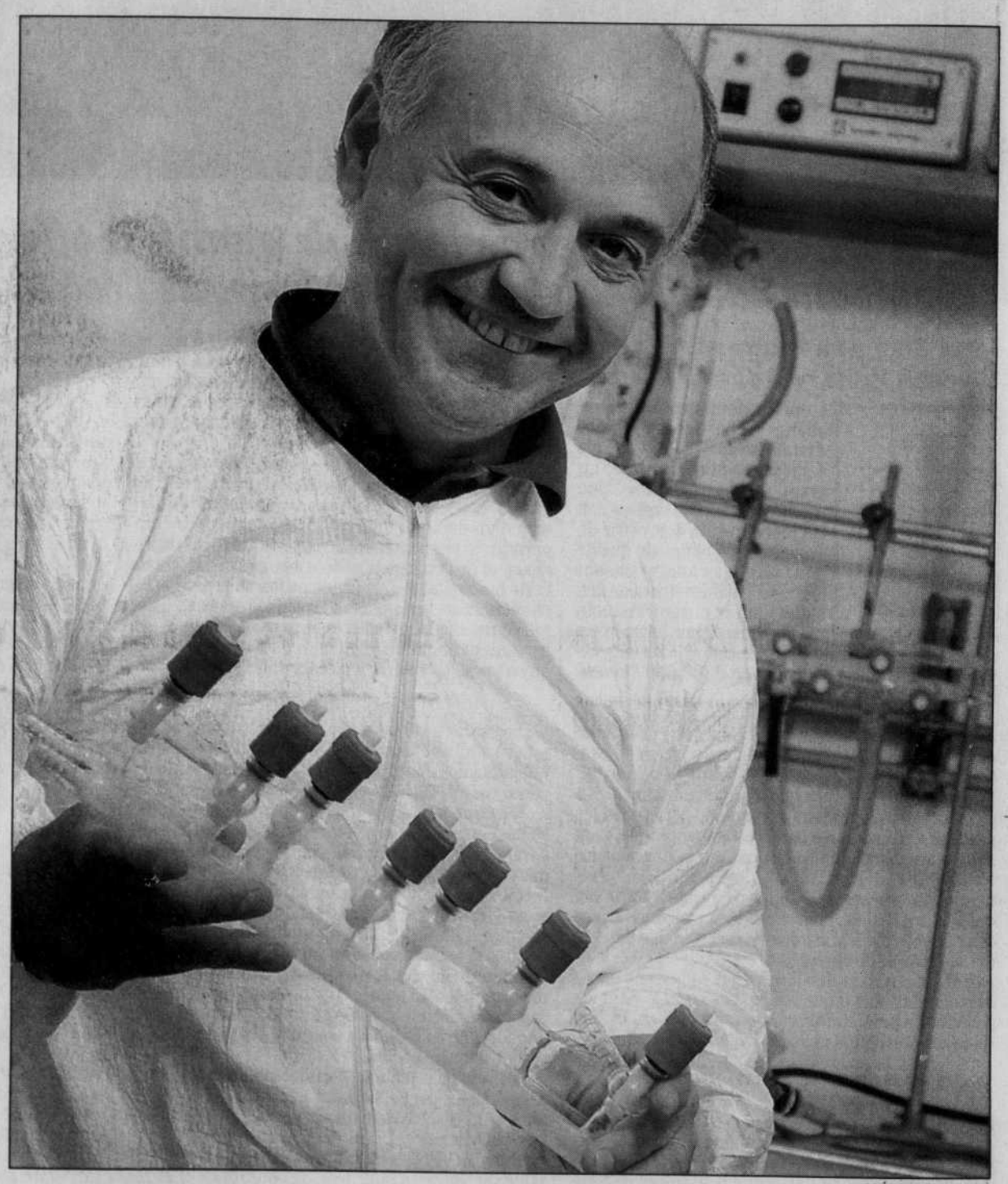
L'exil comme seule issue

À l'époque, une seule issue paraît possible pour Mihai Scarlete: il doit lui aussi partir s'il veut poursuivre sa carrière scientifique. En 1991, il choisit Montréal et l'université McGill, où il décide de commencer un deuxième doctorat, toujours sur le silicium, mais en chimie pure et spectroscopie cette fois-ci.

«Je n'ai jamais aimé les grosses structures qui consomment beaucoup d'énergie, confesse le chercheur. *Par exemple, les barrages ne m'impressionnent pas. Ils donnent certes de l'énergie, mais il en faut aussi beaucoup pour les bâtir, les faire fonctionner et les maintenir en exploitation. Par contre, prenons le silicium. C'est non seulement l'élément le plus abondant de notre planète après l'oxygène mais aussi, selon moi, le matériau le plus important de notre civilisation. Tout ce qui est électronique, du téléphone à l'ordinateur en passant par la télévision, comporte du silicium, qui demeure le semi-conducteur le plus accessible.»* Et que ferions-nous sans l'électronique?

À l'université McGill, Mihai Scarlete rencontre deux chimistes, John Harrod et Ian Butler. Le premier a une connaissance étendue du silicium comme élément chimique et le second est un expert en spectroscopie. Ce contact fructueux permet à Mihai Scarlete de synthétiser et de caractériser non pas du silicium pur mais de nouveaux matériaux céramiques à base de carbure de silicium. Fort de cette découverte, il complète rapidement son doctorat... en deux ans et dix mois seulement.

L'histoire ne s'arrête pas là. Un an après son arrivée au Canada, soit en 1992, le jeune exilé avait réussi à publier dans *The Journal of Electrochemical Society* un article portant sur les travaux qu'il avait faits en Roumanie. Résultat: en 1994, il apprend que, grâce à ce compte rendu, des chercheurs de la compagnie Futjitsu de Kamikodanaka, au Japon, sont en train de développer le premier procédé qu'il avait mis au point. *«J'ai été impressionné de voir à quelle rapidité les choses se passaient dans la "vraie" industrie,* raconte Mihai Scarlete. *Ils appliquaient déjà mes recherches!»* Il s'appuie alors sur cette reconnaissance inattendue et sur ses publications pour réclamer son doctorat à l'Institut polytechnique de Bucarest. Il l'obtient en 1996, un an après celui de l'université McGill. *«Les années 1995 et 1996 ont été très importantes pour moi,* lance-t-il, sourire aux lèvres. *Pour la première fois, j'obtenais la reconnaissance de mes pairs.»* Il confie par ailleurs qu'il tenait à décrocher ce deuxième doctorat pour rendre hommage à son ancien directeur de thèse, mort dans la débâcle; il voulait qu'il reste une trace des quatre années de recherche menées sous sa supervision.



STÉPHANE LEMIRE

Le silicium est non seulement l'élément le plus abondant de notre planète après l'oxygène mais aussi, selon Mihai Scarlete, le matériau le plus important de notre civilisation.

Avec ses deux doctorats en poche, Mihai Scarlete décide alors de rester au Canada même si la situation s'est un peu calmée dans son pays. *«La recherche en Roumanie n'est toujours pas remise sur pied,* explique-t-il. *Faire de la recherche demande d'avoir de l'argent, ce qu'il n'y a pas là-bas. Un professeur d'université gagne moins que le gardien du bâtiment de la Fédération de soccer!»* Le double diplômé n'accepte pas non plus l'offre d'une compagnie américaine.

C'est à l'université Bishop's que Mihai Scarlete choisit de poursuivre ses travaux sur le silicium. Même si cet établissement ne souhaite pas, à cette époque, développer les études de deuxième et troisième cycles, il obtient que la fondation de l'université finance la construction de son laboratoire. Il s'agit d'une chambre blanche, un environnement dénué de toute poussière qui lui est indispensable pour travailler à la synthèse de matériaux ultrapurs. Il devient également professeur adjoint aux départements de chimie et de génie chimique de l'Université de Sherbrooke, ce qui lui permet de rencontrer des étudiants des cycles supérieurs, en plus de ceux de premier cycle de Bishop's. Tranquillement, tout se met en place.

Et il ne perd pas de temps. Rapidement, il peaufine sa méthode de synthèse des céramiques de carbure de silicium. *«Cette amélioration,* précise Mihai Scarlete, *a rendu le procédé viable d'un point de vue économique.»* Il se rend ensuite chez son collègue Cetin Aktik, professeur au département de génie électrique et d'informatique de l'Université de Sherbrooke, pour faire vérifier les propriétés de sa nouvelle céramique. Les résultats sont très concluants et les deux chercheurs déposent un brevet, international cette fois-ci.

«95% des produits électroniques utilisent de fines couches de silicium pur ou de l'oxyde de silicium»

«Quatre-vingt-quinze pour cent des produits électroniques, explique Mihai Scarlete, *utilisent de fines couches de silicium pur ou de l'oxyde de silicium* [SiO_2]. *Dans mon laboratoire, j'essaie d'obtenir des céramiques à base de silicium qui aient des propriétés supérieures à celles de ces deux matériaux. Le carbure de silicium, par exemple, résiste mieux à des températures élevées, se comporte mieux en puissance que le silicium, tandis que les couches de nitrure sont plus résistantes à la corrosion que l'oxyde. D'autres se comportent mieux dans les hautes fréquences. C'est là un beau projet, d'autant qu'entre les carbures, les nitrures, les oxydes et les mélanges possibles de ces trois matériaux, il existe des milliers de combinaisons à explorer.»*

Pour l'immédiat, le carbure de silicium synthétisé par Mihai Scarlete a déjà des propriétés si intéressantes que Cetin Aktik et lui ont décidé de fonder une compagnie, Amorphous Technologies. Premier objectif: créer des cellules solaires à base de ce carbure de silicium. *«Je crois que le carbure pourrait remplacer le silicium dans beaucoup de dispositifs, son coefficient général de performance étant dix fois supérieur à celui du silicium. De plus, la cellule solaire est le dispositif le moins compliqué de tous ceux qui utilisent le silicium comme semi-conducteur,* affirme Mihai Scarlete. *C'est pour cela que nous l'avons choisi comme élément de départ. Et, si tout va bien, nous concevrons ensuite d'autres applications à l'électronique.»*

Actuellement, les deux chercheurs travaillent à améliorer la collecte du courant sur leurs céramiques. *«Il faut trouver le bon métal de contact,* explique Mihai Scarlete. *C'est difficile, mais nous pensons être bientôt capables de récolter avec nos cellules deux fois plus d'énergie solaire qu'avec les cellules conventionnelles.»*

L'Université de Sherbrooke a d'ailleurs comme projet de construire un pavillon dont le toit serait recouvert de ces nouvelles cellules solaires, ce qui le rendrait totalement autonome sur le plan énergétique. *«Si nous avions tous des panneaux solaires sur nos habitations, nous serions moins vulnérables en ce qui concerne l'approvisionnement en énergie»,* ajoute-t-il.

Des chercheurs de l'Université d'Ottawa s'intéressent eux aussi aux céramiques de Mihai Scarlete. *«Ils veulent remplacer la couche de carbone qui entoure les fibres optiques par du nitrure de silicium, dont les propriétés réfléchissantes sont supérieures»,* explique Mihai Scarlete. Bref, encore une autre voie à explorer pour cet apôtre du silicium qui semble vraiment avoir trouvé, avec ses céramiques, un très bon filon.

À peine 15 ans après les terribles événements qui ont changé le cours de sa vie, où en est Mihai Scarlete? Rêve-t-il parfois de retourner en Roumanie? *«J'y vais régulièrement pour voir mes parents et ma sœur, mais je ne pense pas retourner y vivre. Je ne pourrais pas y mener mes travaux comme ici et, surtout, ma fille, qui étudie à l'université McGill, n'accepterait sans doute pas de nous suivre. Elle n'est pas prête à se lancer dans un autre processus de réadaptation.»*

Et puis, la vie sur le très beau campus de l'université Bishop's n'est pas désagréable pour ce scientifique également très sportif. *«On y trouve les meilleurs terrains de tennis et de soccer de la région»,* dit-il. En d'autres mots, avec un laboratoire qui roule, une entreprise qui démarre et une belle université, Mihai Scarlete a tout pour être, enfin, un homme heureux.